Ce texte constitue seulement un outil de documentation et n'a aucun effet juridique. Les institutions de l'Union déclinent toute responsabilité quant à son contenu. Les versions faisant foi des actes concernés, y compris leurs préambules, sont celles qui ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne et sont disponibles sur EUR-Lex. Ces textes officiels peuvent être consultés directement en cliquant sur les liens qui figurent dans ce document

►B

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2021/605 DE LA COMMISSION

du 7 avril 2021

établissant des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(JO L 129 du 15.4.2021, p. 1)

Modifié par:

		Journal officiel		
		n°	page	date
►M1	Règlement d'exécution (UE) 2021/623 de la Commission du 15 avril 2021	L 131	137	16.4.2021
►M2	Règlement d'exécution (UE) 2021/687 de la Commission du 26 avril 2021	L 143	11	27.4.2021
►M3	Règlement d'exécution (UE) 2021/811 de la Commission du 20 mai 2021	L 180	114	21.5.2021
►M4	Règlement d'exécution (UE) 2021/902 de la Commission du 3 juin 2021	L 197	76	4.6.2021
►M5	Règlement d'exécution (UE) 2021/952 de la Commission du 11 juin 2021	L 209	95	14.6.2021
►M6	Règlement d'exécution (UE) 2021/994 de la Commission du 18 juin 2021	L 219	1	21.6.2021
►M7	Règlement d'exécution (UE) 2021/1090 de la Commission du 2 juillet 2021	L 236	10	5.7.2021
►M8	Règlement d'exécution (UE) 2021/1141 de la Commission du 12 juillet 2021	L 247	55	13.7.2021
►M9	Règlement d'exécution (UE) 2021/1205 de la Commission du 20 juillet 2021	L 261	8	22.7.2021
►M10	Règlement d'exécution (UE) 2021/1268 de la Commission du 29 juillet 2021	L 277	99	2.8.2021
►M11	Règlement d'exécution (UE) 2021/1371 de la Commission du 16 août 2021	L 294	14	17.8.2021
►M12	Règlement d'exécution (UE) 2021/1453 de la Commission du 3 septembre 2021	L 313	35	6.9.2021
►M13	Règlement d'exécution (UE) 2021/1714 de la Commission du 24 septembre 2021	L 342	5	27.9.2021
►M14	Règlement d'exécution (UE) 2021/1794 de la Commission du 8 octobre 2021	L 361	4	12.10.2021
►M15	Règlement d'exécution (UE) 2021/1850 de la Commission du 21 octobre 2021	L 374	12	22.10.2021
►M16	Règlement d'exécution (UE) 2021/1907 de la Commission du 3 novembre 2021	L 390	1	4.11.2021
►M17	Règlement d'exécution (UE) 2021/2024 de la Commission du 18 novembre 2021	L 411	3	19.11.2021
►M18	Règlement d'exécution (UE) 2021/2110 de la Commission du 30 novembre 2021	L 429	108	1.12.2021
►M19	Règlement d'exécution (UE) 2021/2249 de la Commission du 16 décembre 2021	L 453	48	17.12.2021
►M20	Règlement d'exécution (UE) 2021/2308 de la Commission du 22 décembre 2021	L 461	40	27.12.2021
►M21	Règlement d'exécution (UE) 2022/65 de la Commission du 17 janvier 2022	L 11	13	18.1.2022

▼B

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2021/605 DE LA COMMISSION

du 7 avril 2021

établissant des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

CHAPITRE I

OBJET, CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

Article premier

Objet et champ d'application

1. Le présent règlement établit:

a) des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine à appliquer pendant une période limitée par les États membres ([1]) où se trouvent des zones réglementées I, II ou III répertoriées à l'annexe I (ci-après les «États membres concernés»).

Ces mesures spéciales de lutte contre la maladie s'appliquent aux porcins détenus et sauvages ainsi qu'aux produits issus de porcins, en sus des mesures applicables dans les zones de protection et de surveillance, les autres zones réglementées et les zones infectées établies par l'autorité compétente de l'État membre concerné, conformément à l'article 21, paragraphe 1, et à l'article 63 du règlement délégué (UE) 2020/687;

b) des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine à appliquer pendant une durée limitée par tous les États membres.

2. Le présent règlement s'applique:

a) aux mouvements d'envois:

i) de porcins détenus dans des établissements situés dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones;

ii) de produits germinaux, de produits d'origine animale et de sous-produits animaux issus de porcins détenus visés au point a) i);

b) aux mouvements:

i) d'envois de porcins sauvages dans tous les États membres;

ii) d'envois, et aux déplacements à des fins privées effectués par des chasseurs, de produits d'origine animale et de sous-produits animaux issus de porcins sauvages dans des zones réglementées I, II et III ou transformés dans des établissements situés dans des zones réglementées I, II et III;

([1]) Conformément à l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment à l'article 5, paragraphe 4, du protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord, lu en liaison avec l'annexe 2 de ce protocole, aux fins du présent règlement, les références aux États membres incluent le Royaume-Uni en ce qui concerne l'Irlande du Nord.

▼B

c) aux exploitants du secteur alimentaire qui sont chargés des envois visés aux points a) et b);

d) à tous les États membres pour ce qui concerne la sensibilisation à la peste porcine africaine.

3. Les mesures visées au paragraphe 1 couvrent ce qui suit:

a) le chapitre II établit des règles spéciales pour la mise en place de zones réglementées I, II et III en cas d'apparition d'un foyer de peste porcine africaine et l'application de mesures spéciales de lutte contre la maladie dans tous les États membres;

b) le chapitre III établit des mesures spéciales de lutte contre la maladie applicables aux envois de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III et de produits qui en sont issus dans les États membres concernés;

c) le chapitre IV établit des mesures spéciales d'atténuation des risques relatives à la peste porcine africaine pour les entreprises du secteur alimentaire dans les États membres concernés;

d) le chapitre V établit des mesures spéciales de lutte contre la maladie applicables aux porcins sauvages dans les États membres;

e) le chapitre VI établit des obligations spéciales d'information et de formation dans les États membres;

f) le chapitre VII fixe les dispositions finales.

Article 2

Définitions

Aux fins du présent règlement, les définitions figurant dans le règlement délégué (UE) 2020/687 s'appliquent.

En outre, on entend par:

a) «porcin»: un animal de l'une des espèces d'ongulés appartenant à la famille des suidés répertoriées à l'annexe III du règlement (UE) 2016/429;

b) «produits germinaux»: le sperme, les oocytes et les embryons de porc issus de porcins détenus à des fins de reproduction artificielle;

c) «zone réglementée I»: une zone d'un État membre répertoriée à l'annexe I, partie I, qui répond à une délimitation géographique précise, est soumise à des mesures spéciales de lutte contre la maladie et se trouve limitrophe de zones réglementées II ou III;

d) «zone réglementée II»: une zone d'un État membre répertoriée à l'annexe I, partie II, qui répond à une délimitation géographique précise et est soumise à des mesures spéciales de lutte contre la maladie;

▼B

e) «zone réglementée III»: une zone d'un État membre répertoriée à l'annexe I, partie III, qui répond à une délimitation géographique précise et est soumise à des mesures spéciales de lutte contre la maladie;

f) «État membre préalablement considéré comme indemne de la maladie»: un État membre dans lequel la présence de la peste porcine africaine n'a pas été confirmée chez des porcins détenus au cours des douze derniers mois;

g) «matières de catégorie 2»: les sous-produits animaux visés à l'article 9 du règlement (CE) n° 1069/2009 issus de porcins détenus;

h) «matières de catégorie 3»: les sous-produits animaux visés à l'article 10 du règlement (CE) n° 1069/2009 issus de porcins détenus.

CHAPITRE II

RÈGLES SPÉCIALES POUR LA MISE EN PLACE DE ZONES RÉGLEMENTÉES I, II ET III EN CAS D'APPARITION D'UN FOYER DE PESTE PORCINE AFRICAINE ET L'APPLICATION DE MESURES SPÉCIALES DE LUTTE CONTRE LA MALADIE DANS TOUS LES ÉTATS MEMBRES

Article 3

Règles spéciales pour la mise en place de zones réglementées et infectées en cas d'apparition d'un foyer de peste porcine africaine

En cas d'apparition d'un foyer de peste porcine africaine chez des porcins détenus ou sauvages, l'autorité compétente de l'État membre établit, soit:

a) en cas d'apparition d'un foyer chez des porcins détenus, une zone réglementée, conformément à l'article 21, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/687 et dans les conditions énoncées audit article; soit

b) en cas d'apparition d'un foyer chez des porcins sauvages, une zone infectée conformément à l'article 63 du règlement délégué (UE) 2020/687.

Article 4

Règles spéciales pour la mise en place d'une zone réglementée supplémentaire en cas d'apparition d'un foyer de peste porcine africaine chez des porcins détenus ou sauvages

1. En cas d'apparition d'un foyer de peste porcine africaine chez des porcins détenus ou sauvages, l'autorité compétente de l'État membre peut créer, sur la base des critères et principes relatifs à la délimitation géographique des zones réglementées énoncés à l'article 64, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/429, une zone réglementée supplémentaire limitrophe de la zone réglementée établie ou de la zone infectée visée à l'article 3 du présent règlement pour délimiter celles-ci par rapport aux zones non réglementées.

2. L'autorité compétente de l'État membre concerné veille à ce que la zone réglementée supplémentaire visée au paragraphe 1 corresponde à la zone réglementée I figurant à l'annexe I, partie I, conformément à l'article 5.

▼B

Article 5

Règles spéciales relatives à l'établissement de la liste des zones réglementées I en cas d'apparition d'un foyer de peste porcine africaine chez des porcins détenus ou sauvages dans une zone d'un État membre limitrophe d'une zone où aucun foyer de peste porcine africaine n'a été officiellement confirmé

1. À la suite de l'apparition d'un foyer de peste porcine africaine chez des porcins détenus ou sauvages dans une zone d'un État membre limitrophe d'une zone où aucun foyer de peste porcine africaine n'a été officiellement confirmé chez des porcins détenus ou sauvages, cette zone où aucun foyer n'a été confirmé est répertoriée, si nécessaire, à l'annexe I, partie I, comme zone réglementée I.

2. L'autorité compétente de l'État membre concerné veille à ce qu'à la suite de l'inscription d'une zone sur la liste des zones réglementées I à l'annexe I, partie I, comme zone réglementée I, une zone réglementée supplémentaire créée en vertu de l'article 64, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/429 soit adaptée dans les meilleurs délais de manière à englober au moins la zone réglementée I pertinente figurant à l'annexe I pour cet État membre.

3. L'autorité compétente de l'État membre crée dans les meilleurs délais la zone réglementée supplémentaire pertinente en application de l'article 64, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/429, si la zone réglementée I a été répertoriée à l'annexe I.

Article 6

Règles spéciales relatives à l'établissement de la liste des zones réglementées II en cas d'apparition d'un foyer de peste porcine africaine chez des porcins sauvages dans un État membre

1. À la suite de l'apparition d'un foyer de peste porcine africaine chez des porcins sauvages dans une zone d'un État membre, cette zone est répertoriée à l'annexe I, partie II, comme zone réglementée II.

2. L'autorité compétente de l'État membre concerné veille à ce que la zone infectée établie en vertu de l'article 63 du règlement délégué (UE) 2020/687 soit adaptée dans les meilleurs délais de manière à englober au moins la zone réglementée II pertinente figurant à l'annexe I du présent règlement pour cet État membre.

Article 7

Règles spéciales relatives à l'établissement de la liste des zones réglementées III en cas d'apparition d'un foyer de peste porcine africaine chez des porcins détenus dans un État membre

1. À la suite de l'apparition d'un foyer de peste porcine africaine chez des porcins détenus dans une zone d'un État membre, cette zone est répertoriée à l'annexe I, partie III, comme zone réglementée III.

Toutefois, lorsque seul un premier et unique foyer de peste porcine africaine chez des porcins détenus a été confirmé dans une zone d'un État membre préalablement considéré comme indemne de la maladie, cette zone n'est pas inscrite sur la liste des zones réglementées III figurant à l'annexe I, partie III, du présent règlement.

▼B

2. L'autorité compétente de l'État membre concerné veille à ce que la zone réglementée établie en vertu de l'article 21, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/687 soit adaptée dans les meilleurs délais de manière à englober au moins la zone réglementée III pertinente figurant à l'annexe I du présent règlement pour cet État membre.

Article 8

Application générale des mesures spéciales de lutte contre la maladie dans les zones réglementées I, II et III

Les États membres concernés appliquent les mesures spéciales de lutte contre la maladie énoncées dans le présent règlement dans les zones réglementées I, II et III en sus des mesures de lutte contre la maladie à appliquer conformément au règlement délégué (UE) 2020/687 dans les zones suivantes:

a) les zones réglementées établies conformément à l'article 21, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/687;

b) les zones infectées établies conformément à l'article 63 du règlement délégué (UE) 2020/687.

CHAPITRE III

MESURES SPÉCIALES DE LUTTE CONTRE LA MALADIE APPLICABLES AUX ENVOIS DE PORCINS DÉTENUS DANS DES ZONES RÉGLEMENTÉES I, II ET III ET AUX PRODUITS QUI EN SONT ISSUS DANS LES ÉTATS MEMBRES CONCERNÉS

SECTION 1

Application d'interdictions spécifiques liées aux envois de porcins détenus et aux produits qui en sont issus dans les États membres concernés

Article 9

Interdictions spécifiques liées aux mouvements d'envois de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones

1. L'autorité compétente de l'État membre concerné interdit les mouvements d'envois de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones.

2. L'autorité compétente de l'État membre concerné peut décider que l'interdiction prévue au paragraphe 1 ne s'applique pas aux mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée I vers des établissements situés dans d'autres zones réglementées I, II et III ou en dehors de ces zones, à condition que l'établissement de destination soit situé sur le territoire du même État membre concerné.

Article 10

Interdictions spécifiques liées aux mouvements d'envois de produits germinaux issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III en dehors de ces zones

L'autorité compétente de l'État membre concerné interdit les mouvements d'envois de produits germinaux issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III en dehors de ces zones.

▼B

Article 11

Interdictions spécifiques liées aux mouvements d'envois de sous-produits animaux issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III en dehors de ces zones

1. L'autorité compétente de l'État membre concerné interdit les mouvements d'envois de sous-produits animaux issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III en dehors de ces zones.

2. L'autorité compétente de l'État membre concerné peut décider que l'interdiction prévue au paragraphe 1 ne s'applique pas aux sous-produits animaux issus de porcins détenus en dehors de zones réglementées II et III et abattus dans des abattoirs situés dans des zones réglementées II et III, pour autant que ces sous-produits animaux et les sous-produits animaux issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III soient clairement séparés dans les établissements et durant le transport.

Article 12

Interdictions spécifiques liées aux mouvements d'envois de viandes fraîches et de produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III en dehors de ces zones

1. L'autorité compétente de l'État membre concerné interdit les mouvements d'envois de viandes fraîches et de produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III en dehors de ces zones.

2. L'autorité compétente de l'État membre concerné peut décider que l'interdiction prévue au paragraphe 1 ne s'applique pas aux produits à base de viande, y compris aux boyaux, issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III, qui ont été soumis à un traitement approprié conformément à l'annexe VII du règlement délégué (UE) 2020/687, en ce qui concerne la peste porcine africaine, dans des établissements désignés conformément à l'article 41, paragraphe 1, du présent règlement.

Article 13

Interdictions générales liées aux mouvements d'envois de porcins détenus et de produits qui en sont issus considérés comme présentant un risque de propagation de la peste porcine africaine

L'autorité compétente de l'État membre concerné peut interdire, sur le territoire du même État membre, les mouvements d'envois de porcins détenus et de produits issus de porcins détenus, si elle estime qu'il existe un risque de propagation de la peste porcine africaine vers ces porcins détenus ou produits qui en sont issus, à partir de ceux-ci ou par l'intermédiaire de ceux-ci.

▼B

SECTION 2

Conditions générales et spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones

Article 14

Conditions générales relatives aux dérogations aux interdictions spécifiques liées aux mouvements d'envois de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones

1. Par dérogation aux interdictions spécifiques prévues à l'article 9, paragraphe 1, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones dans les cas visés aux articles 22, 23, 24, 25, 28 et 29 et dans les conditions spécifiques prévues dans ces articles ainsi que:

a) dans les conditions générales énoncées à l'article 28, paragraphes 2 à 7, du règlement délégué (UE) 2020/687; et

b) dans les conditions générales supplémentaires concernant:

   i) les mouvements d'envois de porcins détenus à partir de zones réglementées I, II et III, visées à l'article 15;

   ii) les établissements pour les porcins détenus situés dans des zones réglementées I, II et III, visées à l'article 16;

   iii) les moyens de transport utilisés pour transporter les porcins détenus à partir de zones réglementées I, II et III, visées à l'article 17.

2. Avant d'accorder les autorisations prévues aux articles 22 à 25 et 28 à 30, l'autorité compétente de l'État membre concerné évalue les risques découlant de ces autorisations et cette évaluation doit indiquer que le risque de propagation de la peste porcine africaine est négligeable.

3. L'autorité compétente de l'État membre concerné peut décider que les conditions générales supplémentaires visées aux articles 15 et 16 ne s'appliquent pas aux mouvements d'envois de porcins détenus dans des abattoirs situés dans les zones réglementées I, II et III, pour autant que:

a) les porcins détenus doivent être déplacés vers un autre abattoir en raison de circonstances exceptionnelles, telles qu'une panne majeure dans l'abattoir;

b) l'abattoir de destination soit situé:

   i) dans des zones réglementées I, II ou III du même État membre; ou

   ii) dans des circonstances exceptionnelles, telles que l'absence d'abattoirs visés au point b) i), en dehors des zones réglementées I, II ou III sur le territoire du même État membre;

c) le mouvement soit autorisé par l'autorité compétente de l'État membre concerné.

▼B

Article 15

Conditions générales supplémentaires liées aux mouvements d'envois de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones

1. L'autorité compétente de l'État membre concerné autorise les mouvements de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones dans les cas visés aux articles 22 à 25 et 28 à 30 et dans les conditions spécifiques prévues dans ces articles, pour autant que:

a) les porcins aient été détenus dans l'établissement d'expédition et ne l'aient pas quitté pendant une période d'au moins 30 jours avant la date du mouvement, ou depuis leur naissance, s'ils sont âgés de moins de 30 jours, et pendant cette période, aucun autre porc détenu n'ait été introduit dans cet établissement en provenance de zones réglementées II et III, soit:

   i) dans cet établissement; soit

   ii) dans l'unité épidémiologique dans laquelle les porcins à déplacer ont été totalement séparés. L'autorité compétente détermine, après avoir procédé à une évaluation des risques, les limites de cette unité épidémiologique, confirmant que la structure, la taille et la distance entre les différentes unités épidémiologiques et les opérations en cours garantissent des installations séparées pour l'hébergement, la détention et l'alimentation des porcins détenus de sorte que le virus de la peste porcine africaine ne puisse se propager d'une unité épidémiologique à une autre;

b) un examen clinique ait été effectué sur les porcins détenus dans l'établissement d'expédition, y compris les animaux destinés à être déplacés ou utilisés pour la collecte de produits germinaux, avec des résultats favorables en ce qui concerne la peste porcine africaine:

   i) par un vétérinaire officiel;

   ii) dans les dernières 24 heures précédant l'heure du mouvement de l'envoi de porcins ou précédant le moment de la collecte de produits germinaux; et

   iii) conformément à l'article 3, paragraphes 1 et 2, du règlement délégué (UE) 2020/687 et à son annexe I, point A.1;

c) si nécessaire, en suivant les instructions de l'autorité compétente, des tests d'identification de l'agent pathogène aient été effectués avant la date du mouvement de l'envoi depuis l'établissement d'expédition ou avant la date de la collecte de produits germinaux:

   i) à la suite de l'examen clinique visé au point b) pour les porcins détenus dans l'établissement, y compris les animaux destinés à être déplacés ou à être utilisés pour la collecte de produits germinaux; et

   ii) conformément à l'annexe I, point A.2, du règlement délégué (UE) 2020/687.

▼B

2. L'autorité compétente de l'État membre concerné obtient, le cas échéant, les résultats négatifs des tests d'identification de l'agent pathogène visés au paragraphe 1, point c), avant d'autoriser le mouvement de l'envoi.

3. L'autorité compétente de l'État membre concerné peut décider que dans le cas des mouvements d'envois de porcins détenus depuis les établissements d'expédition situés dans des zones réglementées I et II en dehors de ces zones, vers les établissements situés au sein du même État membre concerné, l'examen clinique visé au paragraphe 1, point b):

a) n'est effectué que pour les animaux à déplacer; ou

b) ne doit pas être effectué, à condition que:

i) l'établissement d'expédition ait fait l'objet de visites d'un vétérinaire officiel selon la fréquence visée à l'article 16, point a) i), et ait obtenu des résultats favorables à l'issue de toutes les visites effectuées par un vétérinaire officiel au cours d'une période d'au moins douze mois avant la date du mouvement, démontrant que:

— les exigences en matière de biosécurité visées à l'article 16, point b), ont été mises en œuvre dans l'établissement d'expédition,

— un examen clinique ayant obtenu des résultats favorables concernant la peste porcine africaine a été effectué par un vétérinaire officiel, lors de desdites visites, sur les porcins détenus dans l'établissement d'expédition conformément à l'article 3, paragraphes 1 et 2, du règlement délégué (UE) 2020/687 et à son annexe I, point A.1;

ii) la surveillance continue visée à l'article 16, point c), ait été mise en place dans l'établissement d'expédition pendant une période d'au moins douze mois avant la date du mouvement.

Article 16

Conditions générales supplémentaires liées aux établissements de porcins détenus situés dans des zones réglementées I, II et III

1. L'autorité compétente de l'État membre concerné autorise les mouvements de porcins détenus dans des établissements situés dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones dans les cas visés aux articles 22 à 25 et 28 à 30 et dans les conditions spécifiques prévues dans ces articles, pour autant que:

a) l'établissement d'expédition ait fait l'objet d'au moins une visite d'un vétérinaire officiel après l'inscription sur la liste des zones réglementées I, II et III à l'annexe I du présent règlement ou au cours des trois derniers mois précédant le mouvement, et fasse l'objet de visites régulières de vétérinaires officiels comme prévu à l'article 26, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2020/687, à savoir:

i) dans les zones réglementées I et II: au moins deux fois par an, avec un intervalle d'au moins quatre mois entre chaque visite;

▼B

ii) dans les zones réglementées III: au moins une fois par trimestre.

L'autorité compétente peut décider d'effectuer des visites dans l'établissement situé dans une zone réglementée III, avec la fréquence visée au point a) i), selon les résultats favorables de la dernière visite effectuée après l'inscription sur la liste des zones réglementées I, II et III à l'annexe I du présent règlement ou au cours des trois derniers mois précédant le mouvement, indiquant que les exigences en matière de biosécurité visées au point b) sont mises en œuvre et que la surveillance continue visée au point c) est en place dans cet établissement;

b) l'établissement d'expédition mette en œuvre les exigences en matière de biosécurité pour la peste porcine africaine:

i) conformément aux mesures de biosécurité renforcées énoncées à l'annexe II; et

ii) établies par l'État membre concerné;

c) une surveillance continue au moyen de tests d'identification de l'agent pathogène de la peste porcine africaine soit effectuée dans l'établissement d'expédition:

i) conformément à l'article 3, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2020/687 et à son annexe I;

ii) avec des résultats négatifs chaque semaine sur au moins les deux premiers porcins détenus morts de plus de 60 jours ou, en l'absence de tels animaux morts de plus de 60 jours, sur tout porcin détenu mort après le sevrage, dans chaque unité épidémiologique;

iii) au moins pendant la période de surveillance de la peste porcine africaine prévue à l'annexe II du règlement délégué (UE) 2020/687 avant le mouvement de l'envoi depuis l'établissement d'expédition.

2. L'autorité compétente de l'État membre concerné peut décider que les clôtures étanches prévues à l'annexe II, point 2 h), visée au paragraphe 1, point b) i), du présent article ne sont pas requises pour les établissements de porcins détenus pendant une période de trois mois après la confirmation d'un premier foyer de peste porcine africaine dans cet État membre, à condition que:

a) l'autorité compétente de l'État membre ait évalué les risques découlant de cette décision et cette évaluation indique que le risque de propagation de la peste porcine africaine est négligeable;

b) un autre moyen soit en place, qui garantit que les porcins détenus dans les établissements sont séparés des porcins sauvages dans les États membres où la population de porcins sauvages est présente;

c) les porcins détenus dans ces établissements ne soient pas déplacés vers d'autres États membres.

▼B

Article 17

Conditions générales supplémentaires liées aux moyens de transport utilisés pour transporter les porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones

L'autorité compétente de l'État membre concerné autorise les mouvements d'envois de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones uniquement si les moyens de transport utilisés pour transporter ces envois:

a) sont conformes aux exigences énoncées à l'article 24, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/687; et

b) sont nettoyés et désinfectés conformément à l'article 24, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2020/687, sous le contrôle ou la surveillance de l'autorité compétente de l'État membre concerné.

SECTION 3

Obligations des opérateurs en matière de certificats zoosanitaires

Article 18

Obligations des opérateurs en matière de certificats zoosanitaires pour les mouvements d'envois de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones

Les opérateurs ne déplacent les envois de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones au sein de l'État membre concerné ou vers un autre État membre dans les cas visés aux articles 22 à 25 et 28 à 30 que si ces envois sont accompagnés d'un certificat zoosanitaire visé à l'article 143, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/429 comprenant au moins une des attestations suivantes de conformité aux exigences prévues dans le présent règlement:

a) «Porcins détenus dans une zone réglementée I en conformité avec les mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine prévues dans le règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission.»

b) «Porcins détenus dans une zone réglementée II en conformité avec les mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine prévues dans le règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission.»

c) «Porcins détenus dans une zone réglementée III en conformité avec les mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine prévues dans le règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission.»

Toutefois, dans le cas de mouvements au sein du même État membre concerné, l'autorité compétente peut décider qu'un certificat zoosanitaire ne doit pas être délivré, conformément à l'article 143, paragraphe 2, deuxième alinéa, du règlement (UE) 2016/429.

▼B

Article 19

Obligations des opérateurs en matière de certificats zoosanitaires pour les mouvements d'envois de viandes fraîches et de produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins provenant de zones réglementées I, II et III

1. Les opérateurs ne déplacent les envois de viandes fraîches et de produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans des zones réglementées I et II en dehors de ces zones au sein du même État membre concerné ou vers un autre État membre dans les cas visés aux articles 38 et 39 que si ces envois sont accompagnés d'un certificat zoosanitaire visé à l'article 167, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/429 comprenant:

a) les informations requises conformément à l'article 3 du règlement délégué (UE) 2020/2154; et

b) au moins une des attestations suivantes de conformité aux exigences prévues dans le présent règlement:

i) «Viandes fraîches et produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans une zone réglementée I en conformité avec les mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine prévues dans le règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission.»

ii) «Viandes fraîches et produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans une zone réglementée II en conformité avec les mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine prévues dans le règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission.»

2. Les opérateurs ne déplacent les envois de produits à base de viande transformés, y compris de boyaux, issus de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones au sein du même État membre concerné ou vers un autre État membre qu'à condition que:

a) les produits d'origine animale aient subi le traitement d'atténuation des risques approprié, prévu à l'annexe VII du règlement délégué (UE) 2020/687;

b) ces envois soient accompagnés d'un certificat zoosanitaire visé à l'article 167, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/429 comprenant:

i) les informations requises conformément à l'article 3 du règlement délégué (UE) 2020/2154; et

ii) l'attestation suivante de conformité aux exigences prévues dans le présent règlement:

«Produits à base de viande transformés, y compris de boyaux, issus de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III en conformité avec les mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine prévues dans le règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission.»

▼B

3. Les opérateurs ne déplacent les envois de viandes fraîches et de produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans des zones en dehors des zones réglementées I, II et III et abattus dans des abattoirs situés dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones au sein du même État membre concerné ou vers un autre État membre que si ces envois sont accompagnés:

a) d'un certificat zoosanitaire visé à l'article 167, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/429 comprenant les informations requises conformément à l'article 3 du règlement délégué (UE) 2020/2154; et

b) de l'attestation suivante de conformité aux exigences prévues dans le présent règlement:

«Viandes fraîches et produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans des zones en dehors des zones réglementées I, II et III et abattus dans des zones réglementées I, II et III en conformité avec les mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine prévues dans le règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission.»

▼M4

4. Les opérateurs ne déplacent les envois de produits à base de viande, y compris de boyaux, issus de porcins détenus dans des zones situées en dehors des zones réglementées I, II et III et transformés dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones, au sein du même État membre concerné ou vers un autre État membre, qu'à condition que ces envois soient accompagnés d'un certificat zoosanitaire visé à l'article 167, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/429 comprenant:

a) les informations requises conformément à l'article 3 du règlement délégué (UE) 2020/2154, et

b) l'attestation suivante de conformité avec les exigences prévues dans le présent règlement:

«Produits à base de viande, y compris de boyaux, issus de porcins détenus dans des zones situées en dehors des zones réglementées I, II et III et transformés dans des zones réglementées I, II et III en conformité avec les mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine prévues dans le règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission.»

▼B

5. Toutefois, dans les cas de mouvements d'envois visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 au sein du même État membre concerné, l'autorité compétente peut décider qu'un certificat zoosanitaire ne doit pas être délivré, conformément à l'article 167, paragraphe 1, premier alinéa, du règlement (UE) 2016/429.

▼B

6. L'autorité compétente de l'État membre concerné peut décider qu'une marque de salubrité ou, le cas échéant, une marque d'identification prévue à l'article 5, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 853/2004, apposée sur les viandes fraîches ou transformées et les produits à base de viande, y compris les boyaux, dans des établissements désignés conformément à l'article 41, paragraphe 1, du présent règlement ou des établissements qui manipulent des viandes fraîches ou transformées et des produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans une zone réglementée I ou des zones en dehors des zones réglementées I, II et III, peut remplacer le certificat zoosanitaire pour les mouvements d'envois suivants:

a) les viandes fraîches et les produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans des zones réglementées I et II en dehors de ces zones au sein du même État membre concerné ou vers un autre État membre, comme prévu au paragraphe 1;

b) les produits à base de viande transformés, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans des zones réglementées I et II en dehors de ces zones au sein du même État membre concerné ou vers un autre État membre, comme prévu au paragraphe 2;

c) les viandes fraîches et les produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans des zones en dehors des zones réglementées I, II et III et abattus dans des abattoirs situés dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones au sein du même État membre concerné ou vers un autre État membre, comme prévu au paragraphe 3;

d) les produits à base de viande transformés, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans des zones en dehors des zones réglementées I, II et III et transformés dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones au sein du même État membre concerné ou vers un autre État membre, comme prévu au paragraphe 4.

Article 20

Obligations des opérateurs en matière de certificats zoosanitaires pour les mouvements d'envois de produits germinaux issus de porcins détenus dans des établissements situés dans des zones réglementées II et III en dehors de ces zones

Les opérateurs ne déplacent les envois de produits germinaux issus de porcins détenus dans zones réglementées II et III en dehors de ces zones au sein du même État membre concerné ou vers un autre État membre dans les cas visés aux articles 31 et 32 que si ces envois sont accompagnés d'un certificat zoosanitaire visé à l'article 161, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/429 comprenant au moins une des attestations suivantes de conformité aux exigences prévues dans le présent règlement:

a) «Produits germinaux issus de porcins détenus dans des zones réglementées II en conformité avec les mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine prévues dans le règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission.»

▼B

b) «Produits germinaux issus de porcins détenus dans une zone réglementée III en conformité avec les mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine prévues dans le règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission.»

Toutefois, dans le cas de mouvements au sein du même État membre concerné, l'autorité compétente peut décider qu'un certificat zoosanitaire ne doit pas être délivré, conformément à l'article 161, paragraphe 2, deuxième alinéa, du règlement (UE) 2016/429.

Article 21

Obligations des opérateurs en matière de certificats zoosanitaires pour les mouvements d'envois de matières de catégories 2 et 3 issues de porcins détenus dans des zones réglementées II et III en dehors de ces zones

Les opérateurs ne déplacent les envois de matières de catégories 2 et 3 issues de porcins détenus dans des zones réglementées II et III en dehors de ces zones au sein du même État membre concerné ou vers un autre État membre dans les cas visés aux articles 33 à 37 que si ces envois sont accompagnés:

a) des documents commerciaux visés à l'annexe VIII, chapitre III, du règlement (UE) n° 142/2011; et

b) d'un certificat zoosanitaire visé à l'article 22, paragraphe 5, du règlement délégué (UE) 2020/687.

Toutefois, dans le cas de mouvements au sein du même État membre concerné, l'autorité compétente peut décider qu'un certificat zoosanitaire ne doit pas être délivré, conformément à l'article 22, paragraphe 6, du règlement délégué (UE) 2020/687.

SECTION 4

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée I en dehors de cette zone

Article 22

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée I en dehors de cette zone

1. Par dérogation à l'interdiction prévue à l'article 9, paragraphe 1, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée I en dehors de cette zone, vers:

a) un établissement situé sur le territoire du même État membre concerné:

i) dans une autre zone réglementée I;

ii) dans des zones réglementées II et III;

iii) en dehors des zones réglementées I, II et III;

▼B

b) un établissement situé sur le territoire d'un autre État membre;

c) des pays tiers.

2. L'autorité compétente n'accorde les autorisations prévues au paragraphe 1 que sous réserve du respect:

a) des conditions générales énoncées à l'article 28, paragraphes 2 à 7, du règlement délégué (UE) 2020/687;

b) des conditions générales supplémentaires prévues à l'article 14, paragraphe 2, à l'article 15, paragraphe 1, points b) et c), et paragraphes 2 et 3, et aux articles 16 et 17.

SECTION 5

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone

Article 23

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone sur le territoire du même État membre concerné

1. Par dérogation à l'interdiction prévue à l'article 9, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone, vers un établissement situé sur le territoire du même État membre concerné:

a) dans une autre zone réglementée II;

b) dans des zones réglementées I et III;

c) en dehors des zones réglementées I, II et III.

2. L'autorité compétente n'accorde les autorisations prévues au paragraphe 1 que sous réserve du respect:

a) des conditions générales énoncées à l'article 28, paragraphes 2 à 7, du règlement délégué (UE) 2020/687;

b) des conditions générales supplémentaires prévues à l'article 14, paragraphe 2, et aux articles 15, 16 et 17.

3. L'autorité compétente de l'État membre concerné veille à ce que les porcins faisant l'objet d'un mouvement autorisé visé au paragraphe 1 demeurent dans l'établissement de destination au moins pendant la période de surveillance de la peste porcine africaine prévue à l'annexe II du règlement délégué (UE) 2020/687.

▼B

Article 24

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone, vers un abattoir situé sur le territoire du même État membre concerné, en vue d'un abattage immédiat

1. Par dérogation à l'interdiction prévue à l'article 9, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone, vers un abattoir situé sur le territoire du même État membre concerné, à condition que:

a) les porcins détenus soient déplacés en vue d'un abattage immédiat;

b) l'abattoir de destination soit désigné conformément à l'article 41, paragraphe 1.

2. L'autorité compétente n'accorde les autorisations prévues au paragraphe 1 que sous réserve du respect:

a) des conditions générales énoncées à l'article 28, paragraphes 2 à 7, du règlement délégué (UE) 2020/687;

b) des conditions générales supplémentaires prévues à l'article 14, paragraphe 2, à l'article 15, paragraphe 1, points b) et c), et paragraphes 2 et 3, et aux articles 16 et 17.

Article 25

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone, vers des zones réglementées II ou III dans un autre État membre

1. Par dérogation à l'interdiction prévue à l'article 9, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone, vers un établissement situé dans une zone réglementée II ou III dans un autre État membre.

2. L'autorité compétente accorde les autorisations prévues au paragraphe 1 uniquement si:

a) les conditions générales énoncées à l'article 28, paragraphes 2 à 7, du règlement délégué (UE) 2020/687 sont remplies;

b) les conditions générales supplémentaires prévues à l'article 14, paragraphe 2, et aux articles 15, 16 et 17 sont remplies;

c) une procédure d'acheminement a été mise en place conformément à l'article 26;

d) les porcins détenus répondent à toute autre garantie supplémentaire appropriée liée à la peste porcine africaine, fondée sur le résultat positif d'une évaluation des risques portant sur les mesures de lutte contre la propagation de cette maladie:

▼B

i) requise par l'autorité compétente de l'établissement d'expédition;

ii) approuvée par les autorités compétentes des États membres de passage et de l'établissement de destination, avant le mouvement des porcins détenus;

e) aucun foyer de peste porcine africaine n'a été officiellement confirmé chez des porcins détenus conformément à l'article 11 du règlement délégué (UE) 2020/687 au moins au cours des douze derniers mois dans l'établissement d'expédition;

f) l'opérateur a notifié à l'avance à l'autorité compétente son intention de déplacer l'envoi de porcins détenus conformément à l'article 152, point b), du règlement (UE) 2016/429 et à l'article 96 du règlement délégué (UE) 2020/688.

3. L'autorité compétente de l'établissement d'expédition:

a) établit une liste des établissements qui respectent les garanties visées au paragraphe 2, point d);

b) informe immédiatement la Commission et les autres États membres des garanties prévues au paragraphe 2, point d), et de l'approbation des autorités compétentes prévue au paragraphe 2, point d) ii).

4. L'approbation prévue au paragraphe 2, point d) ii), et l'obligation d'information immédiate prévue au paragraphe 3, point b), ne sont pas nécessaires lorsque l'établissement d'expédition, les lieux de passage et l'établissement de destination sont tous situés dans des zones réglementées I, II et III et que ces zones sont continues, ce qui garantit que les porcins détenus ne sont transportés qu'à travers l'une ou l'autre de ces zones réglementées I, II et III conformément aux conditions spécifiques prévues à l'article 22, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) 2020/687.

Article 26

Procédure d'acheminement spécifique relative à l'octroi des dérogations pour les mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone, vers des zones réglementées II ou III dans un autre État membre

1. L'autorité compétente de l'État membre concerné met en place une procédure d'acheminement comme prévu à l'article 25, paragraphe 2, point c), pour les mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone, vers un établissement situé dans des zones réglementées II ou III dans un autre État membre, sous le contrôle des autorités compétentes:

a) de l'établissement d'expédition;

b) de l'établissement de passage;

c) de l'établissement de destination.

▼B

2. L'autorité compétente de l'établissement d'expédition:

a) veille à ce que chaque moyen de transport utilisé pour les mouvements visés au paragraphe 1 soit:

i) accompagné individuellement d'un système de navigation par satellite pour déterminer, transmettre et enregistrer sa position en temps réel;

ii) scellé par un vétérinaire officiel immédiatement après le chargement de l'envoi de porcins détenus; seul un vétérinaire officiel ou une autorité de contrôle de l'État membre concerné, en accord avec l'autorité compétente, peut briser le scellé et le remplacer par un nouveau, le cas échéant;

b) informe à l'avance l'autorité compétente du lieu de l'établissement de destination et, le cas échéant, l'autorité compétente du lieu de passage, de l'intention d'envoyer le lot de porcins détenus;

c) met en place un système selon lequel les opérateurs sont tenus d'informer immédiatement l'autorité compétente du lieu de l'établissement d'expédition de tout accident ou de toute panne de tout moyen de transport utilisé pour acheminer le lot de porcins détenus;

d) assure l'établissement d'un plan d'urgence, la chaîne de commandement et les modalités nécessaires de coopération entre les autorités compétentes visées au paragraphe 1, points a), b) et c), en cas d'accident éventuel au cours du transport, de toute panne majeure ou action frauduleuse des opérateurs.

Article 27

Obligations incombant à l'autorité compétente de l'État membre concerné du lieu de l'établissement de destination pour les envois de porcins détenus dans une zone réglementée II d'un autre État membre

L'autorité compétente de l'État membre concerné du lieu de l'établissement de destination pour les envois de porcins détenus dans une zone réglementée II d'un autre État membre:

a) notifie, sans retard indu, l'arrivée de l'envoi à l'autorité compétente de l'établissement d'expédition;

b) veille à ce que les porcins détenus:

i) demeurent dans l'établissement de destination au moins pendant la période de surveillance de la peste porcine africaine prévue à l'annexe II du règlement délégué (UE) 2020/687; ou

ii) soient déplacés directement vers un abattoir désigné conformément à l'article 41, paragraphe 1, du présent règlement.

▼B

SECTION 6

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée III en dehors de cette zone

Article 28

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée III en dehors de cette zone, vers une zone réglementée II dans le même État membre concerné

1. Par dérogation à l'interdiction prévue à l'article 9, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque cette interdiction engendre des problèmes liés au bien-être animal dans un établissement où des porcins sont détenus, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements de porcins détenus dans une zone réglementée III en dehors de cette zone, vers un établissement situé dans une zone réglementée II dans le même État membre, pour autant que:

a) les conditions générales énoncées à l'article 28, paragraphes 2 à 7, du règlement délégué (UE) 2020/687 soient remplies;

b) les conditions générales supplémentaires prévues à l'article 14, paragraphe 2, et aux articles 15, 16 et 17 soient remplies;

c) l'établissement de destination appartienne à la même chaîne d'approvisionnement et les porcins détenus doivent être déplacés pour compléter le cycle de production.

2. L'autorité compétente de l'État membre concerné veille à ce que les porcins détenus ne soient pas déplacés de l'établissement de destination situé dans la zone réglementée II au moins pendant la période de surveillance de la peste porcine africaine prévue à l'annexe II du règlement délégué (UE) 2020/687.

Article 29

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de porcins détenus dans une zone réglementée III en dehors de cette zone en vue de leur abattage immédiat dans le même État membre concerné

1. Par dérogation à l'interdiction prévue à l'article 9, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque l'interdiction visée à l'article 5, paragraphe 1, engendre des problèmes liés au bien-être animal dans un établissement où des porcins sont détenus et lorsqu'il existe des limitations logistiques au niveau de la capacité d'abattage des abattoirs situés dans la zone réglementée III et désignés conformément à l'article 41, paragraphe 1, ou en l'absence d'abattoir désigné dans la zone réglementée III, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser, en vue d'un abattage immédiat, les mouvements de porcins détenus dans une zone réglementée III en dehors de cette zone, vers un abattoir désigné conformément à l'article 41, paragraphe 1, dans le même État membre aussi près que possible de l'établissement d'expédition, situé:

a) dans une zone réglementée II;

b) dans une zone réglementée I, lorsqu'il n'est pas possible d'abattre les animaux dans la zone réglementée II;

c) en dehors des zones réglementées I, II et III, lorsqu'il n'est pas possible d'abattre les animaux dans les zones réglementées I, II et III.

▼B

2. L'autorité compétente de l'État membre concerné accorde l'autorisation prévue au paragraphe 1 uniquement si:

a) les conditions générales énoncées à l'article 28, paragraphes 2 à 7, du règlement délégué (UE) 2020/687 sont remplies;

b) les conditions générales supplémentaires prévues à l'article 14, paragraphe 2, à l'article 15, paragraphe 1, points b) et c), et paragraphe 2, et aux articles 16 et 17 sont remplies.

3. L'autorité compétente de l'État membre concerné veille à ce que:

a) les porcins détenus soient destinés à l'abattage immédiat directement dans un abattoir désigné conformément à l'article 41, paragraphe 1;

b) à l'arrivée à l'abattoir désigné, les porcins provenant d'une zone réglementée III soient détenus séparément des autres porcins et soient abattus, soit:

i) un jour déterminé où seuls les porcins provenant d'une zone réglementée III sont abattus; soit

ii) à la fin d'une journée d'abattage, ce qui garantit qu'aucun autre porcin détenu n'est abattu par la suite;

c) après l'abattage des porcins provenant d'une zone réglementée III et avant l'abattage des autres porcins détenus, l'abattoir soit nettoyé et désinfecté conformément aux instructions de l'autorité compétente de l'État membre concerné.

4. L'autorité compétente de l'État membre concerné veille à ce que:

a) les sous-produits animaux issus de porcins détenus dans une zone réglementée III et déplacés en dehors de cette zone soient transformés ou éliminés conformément aux articles 33 et 36;

b) les viandes fraîches et les produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans une zone réglementée III et déplacés en dehors d'une zone réglementée III soient transformés et stockés conformément à l'article 40.

SECTION 7

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III en dehors de ces zones, vers une usine agréée de sous-produits animaux

Article 30

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III vers une usine agréée de sous-produits animaux située en dehors des zones réglementées I, II et III au sein du même État membre concerné

1. Par dérogation aux interdictions prévues à l'article 9, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III vers une usine agréée de sous-produits animaux située en dehors des zones réglementées I, II et III au sein du même État membre concerné, dans laquelle:

▼B

a) les porcins détenus sont immédiatement mis à mort; et

b) les sous-produits animaux qui en résultent sont éliminés conformément au règlement (CE) n° 1069/2009.

2. L'autorité compétente de l'État membre concerné accorde une autorisation prévue au paragraphe 1 uniquement si:

a) les conditions générales énoncées à l'article 28, paragraphes 2 à 7, du règlement délégué (UE) 2020/687 sont remplies;

b) les conditions générales supplémentaires prévues à l'article 14, paragraphe 2, et à l'article 17 sont remplies.

SECTION 8

Conditions spécifiques relatives à l'autorisation des mouvements d'envois de produits germinaux issus de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone

Article 31

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de produits germinaux issus de porcins détenus dans une zone réglementée II depuis cette zone sur le territoire du même État membre concerné

Par dérogation à l'interdiction prévue à l'article 10, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de produits germinaux provenant d'un établissement de produits germinaux situé dans une zone réglementée II vers une autre zone réglementée II et des zones réglementées I et III ou vers des zones en dehors des zones réglementées I, II et III sur le territoire du même État membre, à condition que:

a) les produits germinaux aient été collectés ou produits, transformés et stockés dans des établissements et aient été issus de porcins détenus qui remplissent les conditions prévues à l'article 15, paragraphe 1, points b) et c), et paragraphe 2, et à l'article 16;

b) les porcins mâles et femelles donneurs aient été détenus dans des établissements de produits germinaux où aucun autre porcin détenu n'a été introduit en provenance de zones réglementées II et III pendant une période d'au moins 30 jours avant la date de collecte ou de production des produits germinaux.

Article 32

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de produits germinaux issus de porcins détenus dans une zone réglementée II depuis cette zone vers des zones réglementées II et III dans un autre État membre

1. Par dérogation à l'interdiction prévue à l'article 10, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de produits germinaux issus de porcins détenus dans une zone réglementée II provenant d'un établissement agréé de produits germinaux situé dans une zone réglementée II vers des zones réglementées II et III sur le territoire d'un autre État membre concerné, à condition que:

▼B

a) les produits germinaux aient été collectés ou produits, transformés et stockés dans des établissements de produits germinaux conformément aux conditions prévues à l'article 15, paragraphe 1, points b) et c), et paragraphe 2, et à l'article 16;

b) les porcins mâles et femelles donneurs aient été détenus dans des établissements agréés de produits germinaux où aucun autre porcin détenu n'a été introduit en provenance de zones réglementées II et III pendant une période d'au moins 30 jours avant la date de collecte ou de production des produits germinaux;

c) les envois de produits germinaux soient conformes à toute autre garantie zoosanitaire appropriée, fondée sur le résultat positif d'une évaluation des risques portant sur les mesures de lutte contre la propagation de la peste porcine africaine:

i) requise par les autorités compétentes de l'établissement d'expédition;

ii) approuvée par l'autorité compétente de l'État membre de l'établissement de destination, avant le mouvement des produits germinaux.

2. L'autorité compétente de l'État membre concerné:

a) établit une liste des établissements agréés de produits germinaux qui remplissent les conditions fixées au paragraphe 1 et qui sont autorisés à effectuer des mouvements de produits germinaux depuis une zone réglementée II dans cet État membre concerné vers des zones réglementées II et III dans un autre État membre concerné; cette liste contient les informations que l'autorité compétente de l'État membre concerné doit conserver concernant les établissements agréés de produits germinaux pour les porcins conformément à l'article 7 du règlement délégué (UE) 2020/686;

b) met la liste prévue au point a) à la disposition du public sur son site web et la tient à jour;

c) fournit à la Commission et aux États membres le lien vers le site web visé au point b).

SECTION 9

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de sous-produits animaux issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III en dehors de ces zones

Article 33

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de sous-produits animaux issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III en dehors de ces zones au sein du même État membre en vue de leur transformation ou élimination

1. Par dérogation à l'article 11, paragraphe 1, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de sous-produits animaux issus de porcins détenus dans les zones réglementées II et III en dehors de ces zones vers une usine ou un

▼B

établissement agréés par l'autorité compétente en vue de la transformation, de l'élimination en tant que déchets par incinération ou de l'élimination ou de la valorisation par coïncinération de sous-produits animaux visés à l'article 24, paragraphe 1, points a), b) et c), du règlement (CE) n° 1069/2009, situés en dehors de zones réglementées II ou III au sein du même État membre, à condition que le moyen de transport soit équipé individuellement d'un système de navigation par satellite permettant de déterminer, de transmettre et d'enregistrer sa position en temps réel.

2. L'opérateur de transport responsable des mouvements de sous-produits animaux visés au paragraphe 1:

a) permet à l'autorité compétente de contrôler, au moyen d'un système de navigation par satellite, le mouvement en temps réel du moyen de transport;

b) conserve les enregistrements électroniques de ce mouvement pendant une période d'au moins deux mois à compter de la date du mouvement.

3. L'autorité compétente peut décider que le système de navigation par satellite visé au paragraphe 1 est remplacé par un scellement individuel des moyens de transport, à condition que:

a) les envois de sous-produits animaux issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III ne soient déplacés qu'au sein du même État membre aux fins visées au paragraphe 1;

b) chaque moyen de transport soit scellé par un vétérinaire officiel immédiatement après le chargement de l'envoi de sous-produits animaux; seul un vétérinaire officiel ou une autorité de contrôle de l'État membre, en accord avec l'autorité compétente, peut briser le scellé et le remplacer par un nouveau, le cas échéant.

Article 34

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de fumier issu de porcins détenus dans des zones réglementées II et III en dehors de ces zones au sein du même État membre

1. Par dérogation à l'article 11, paragraphe 1, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de fumier, y compris de litière et de litière usagée, issu de porcins détenus dans des zones réglementées II et III vers une décharge située en dehors de ces zones au sein du même État membre conformément aux conditions spécifiques prévues à l'article 51 du règlement délégué (UE) 2020/687.

2. Par dérogation à l'article 11, paragraphe 1, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de fumier, y compris de litière et de litière usagée, issu de porcins détenus dans une zone réglementée II en vue de sa transformation ou de son élimination conformément au règlement (CE) n° 1069/2009 dans une usine agréée à ces fins sur le territoire du même État membre.

▼B

3. L'opérateur de transport responsable des mouvements d'envois de fumier, y compris de litière et de litière usagée, visés aux paragraphes 1 et 2:

a) permet à l'autorité compétente de contrôler, au moyen d'un système de navigation par satellite, le mouvement en temps réel du moyen de transport;

b) conserve les enregistrements électroniques de ce mouvement pendant une période d'au moins deux mois à compter de la date du mouvement.

4. L'autorité compétente peut décider que le système de navigation par satellite visé au paragraphe 3, point a), est remplacé par un scellement individuel des moyens de transport, à condition que chaque moyen de transport soit scellé par un vétérinaire officiel immédiatement après le chargement de l'envoi de fumier, y compris de litière et de litière usagée, visé aux paragraphes 1 et 2.

Seul un vétérinaire officiel ou une autorité de contrôle de l'État membre, en accord avec l'autorité compétente, peut briser le scellé et le remplacer par un nouveau, le cas échéant.

Article 35

Conditions spécifiques relatives à l'autorisation des mouvements d'envois de matières de catégorie 3 issues de porcins détenus dans des zones réglementées II en dehors de ces zones au sein du même État membre en vue de la transformation de sous-produits animaux visée à l'article 24, paragraphe 1, points a), e) et g), du règlement (CE) n° 1069/2009

1. Par dérogation à l'article 11, paragraphe 1, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de matières de catégorie 3 issues de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone vers une usine ou un établissement agréés par l'autorité compétente en vue de leur transformation ultérieure en aliments pour animaux transformés, pour la fabrication d'aliments pour animaux de compagnie transformés, de produits dérivés destinés aux usages en dehors de la chaîne alimentaire animale, ou la transformation de sous-produits animaux en biogaz ou en compost conformément à l'article 24, paragraphe 1, points a), e) et g), du règlement (CE) n° 1069/2009, situés en dehors de la zone réglementée II au sein du même État membre, pour autant que:

a) les conditions générales énoncées à l'article 28, paragraphes 2 à 7, du règlement délégué (UE) 2020/687 soient remplies;

b) les conditions générales supplémentaires prévues à l'article 14, paragraphe 2, soient remplies;

c) les matières de catégorie 3 proviennent des porcins détenus et des établissements conformes aux conditions générales prévues à l'article 15, paragraphe 1, points b) et c), et paragraphes 2 et 3, et à l'article 16;

▼B

d) les matières de catégorie 3 soient issues de porcins détenus dans une zone réglementée II et abattus, soit:

i) dans une zone réglementée II:

— du même État membre concerné, ou

— d'un autre État membre concerné conformément à l'article 25;

soit

ii) en dehors d'une zone réglementée II située dans le même État membre concerné conformément à l'article 24;

e) le moyen de transport soit muni individuellement d'un système de navigation par satellite pour déterminer, transmettre et enregistrer sa position en temps réel;

f) les envois des matières de catégorie 3 soient déplacés de l'abattoir désigné conformément à l'article 41, paragraphe 1, directement vers:

i) une usine de transformation pour la transformation de produits dérivés visée à l'annexe X du règlement (UE) n° 142/2011;

ii) une usine d'aliments pour animaux de compagnie pour la fabrication d'aliments pour animaux de compagnie transformés visée à l'annexe XIII, chapitre II, points 3 a) et b) i) à iii), du règlement (UE) n° 142/2011;

iii) une usine de biogaz ou de compost agréée pour la transformation de sous-produits animaux en biogaz ou en compost conformément aux paramètres de conversion normalisés énoncés à l'annexe V, chapitre III, section 1, du règlement (UE) n° 142/2011; ou

iv) une usine de transformation pour la transformation de produits dérivés visée à l'annexe XIII du règlement (UE) n° 142/2011.

2. L'opérateur de transport responsable des mouvements d'envois de matières de catégorie 3:

a) permet à l'autorité compétente de contrôler, au moyen d'un système de navigation par satellite, le mouvement en temps réel du moyen de transport;

b) conserve les enregistrements électroniques de ce mouvement pendant une période d'au moins deux mois à compter de la date du mouvement.

3. L'autorité compétente peut décider que le système de navigation par satellite visé au paragraphe 1, point e), est remplacé par un scellement individuel des moyens de transport, si:

▼B

a) les matières de catégorie 3 sont:

i) issues de porcins détenus dans des zones réglementées II;

ii) déplacées uniquement au sein du même État membre aux fins visées au paragraphe 1;

b) chaque moyen de transport est scellé par un vétérinaire officiel immédiatement après le chargement de l'envoi de matières de catégorie 3; seul un vétérinaire officiel ou une autorité de contrôle de l'État membre, en accord avec l'autorité compétente, peut briser le scellé et le remplacer par un nouveau, le cas échéant.

Article 36

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de matières de catégorie 2 issues de porcins détenus dans des zones réglementées II et III en dehors de ces zones en vue de leur transformation et élimination dans d'autres États membres

1. Par dérogation à l'article 11, paragraphe 1, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de sous-produits animaux faisant partie des matières de catégorie 2 issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III vers une usine de transformation pour les transformer au moyen des méthodes 1 et 5 prévues à l'annexe IV, chapitre III, du règlement (UE) n° 142/2011 ou vers une usine d'incinération ou de coïncinération visée à l'article 24, paragraphe 1, points a), b) et c), du règlement (CE) n° 1069/2009 située dans d'autres États membres, pour autant que:

a) les conditions générales énoncées à l'article 28, paragraphes 2 à 7, du règlement délégué (UE) 2020/687 soient remplies;

b) les conditions générales supplémentaires prévues à l'article 14, paragraphe 2, soient remplies;

c) le moyen de transport soit muni individuellement d'un système de navigation par satellite pour déterminer, transmettre et enregistrer sa position en temps réel.

2. L'opérateur de transport responsable des mouvements d'envois de matières de catégorie 2:

a) permet à l'autorité compétente de contrôler, au moyen d'un système de navigation par satellite, le mouvement en temps réel du moyen de transport; et

b) conserve les enregistrements électroniques de ce mouvement pendant une période d'au moins deux mois à compter de la date du mouvement.

3. Les autorités compétentes des États membres d'expédition et de destination de l'envoi de matières de catégorie 2 assurent les contrôles de cet envoi conformément à l'article 48, paragraphes 1 et 3, du règlement (CE) n° 1069/2009.

▼B

Article 37

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de matières de catégorie 3 issues de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone en vue de leur transformation ultérieure ou conversion dans d'autres États membres

1. Par dérogation à l'article 11, paragraphe 1, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de matières de catégorie 3 issues de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone vers une usine ou un établissement agréés par l'autorité compétente pour la transformation de matières de catégorie 3 en aliments pour animaux transformés, aliments transformés pour animaux familiers, produits dérivés destinés à être utilisés en dehors de la chaîne alimentaire animale, ou pour la transformation de matières de catégorie 3 en biogaz ou en compost, conformément à l'article 24, paragraphe 1, points a), e) et g), du règlement (CE) n° 1069/2009, situés dans d'autres États membres, pour autant que:

a) les conditions générales énoncées à l'article 28, paragraphes 2 à 7, du règlement délégué (UE) 2020/687 soient remplies;

b) les conditions générales supplémentaires prévues à l'article 14, paragraphe 2, soient remplies;

c) les matières de catégorie 3 proviennent des porcins détenus et des établissements conformes aux conditions générales prévues à l'article 15, paragraphe 1, points b) et c), et paragraphes 2 et 3, et à l'article 16;

d) les matières de catégorie 3 soient issues de porcins détenus dans une zone réglementée II et abattus, soit:

i) dans une zone réglementée II:

— du même État membre concerné, ou

— d'un autre État membre concerné conformément à l'article 25;

soit

ii) en dehors d'une zone réglementée II située dans le même État membre concerné conformément à l'article 24;

e) le moyen de transport soit muni individuellement d'un système de navigation par satellite pour déterminer, transmettre et enregistrer sa position en temps réel;

f) les sous-produits animaux soient déplacés directement de l'abattoir désigné conformément à l'article 41, paragraphe 1, vers:

i) une usine de transformation pour la transformation de produits dérivés visés aux annexes X et XIII du règlement (UE) n° 142/2011;

ii) une usine d'aliments pour animaux de compagnie pour la fabrication d'aliments pour animaux de compagnie transformés visée à l'annexe XIII, chapitre II, points 3 b) i), ii) et iii), du règlement (UE) n° 142/2011;

▼B

iii) une usine de biogaz ou de compost agréée pour la transformation de sous-produits animaux en biogaz ou en compost conformément aux paramètres de conversion normalisés énoncés à l'annexe V, chapitre III, section 1, du règlement (UE) n° 142/2011.

2. L'opérateur de transport responsable des mouvements d'envois de matières de catégorie 3:

a) permet à l'autorité compétente de contrôler, au moyen d'un système de navigation par satellite, le mouvement en temps réel du moyen de transport; et

b) conserve les enregistrements électroniques du mouvement pendant une période d'au moins deux mois à compter de la date du mouvement.

SECTION 10

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de viandes fraîches et de produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III en dehors de ces zones

Article 38

Conditions spécifiques relatives à l'autorisation des mouvements d'envois de viandes fraîches et de produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone sur le territoire du même État membre concerné

1. Par dérogation aux interdictions prévues à l'article 12, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de viandes fraîches et de produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone sur le territoire du même État membre concerné, pour autant que:

a) les conditions générales énoncées à l'article 28, paragraphes 2 à 7, du règlement délégué (UE) 2020/687 soient remplies;

b) les viandes fraîches et les produits à base de viande, y compris les boyaux, soient issus de porcins détenus dans des établissements conformes aux conditions générales supplémentaires prévues à l'article 14, paragraphe 2, à l'article 15, paragraphe 1, points b) et c), et paragraphes 2 et 3, et à l'article 16;

c) les viandes fraîches et les produits à base de viande, y compris les boyaux, aient été produits dans des établissements désignés conformément à l'article 41, paragraphe 1.

2. Par dérogation aux interdictions prévues à l'article 12, lorsque les conditions énoncées au paragraphe 1 ne sont pas remplies, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de viandes fraîches et de produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone sur le territoire du même État membre concerné, pour autant que:

▼B

a) les viandes fraîches et les produits à base de viande, y compris les boyaux, aient été produits dans des établissements désignés conformément à l'article 41, paragraphe 1;

b) les viandes fraîches et les produits à base de viande, y compris les boyaux:

i) dans le cas des viandes fraîches uniquement, soient marquées et déplacées, conformément aux conditions spécifiques relatives à l'autorisation des mouvements de viandes fraîches issues d'animaux détenus des espèces répertoriées à partir de certains établissements visées à l'article 33, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2020/687, vers un établissement de transformation pour être soumises à l'un des traitements appropriés d'atténuation des risques prévus à son annexe VII;

ou

ii) aient été estampillés, conformément à l'article 44, d'une marque de salubrité spéciale ou, le cas échéant, d'une marque d'identification spéciale qui n'est pas ovale et qui ne peut être confondue avec la marque de salubrité ou d'identification visée à l'article 5, paragraphe 1, points a) et b), du règlement (CE) n° 853/2004; et

iii) soient destinés uniquement au mouvement à l'intérieur du même État membre concerné.

Article 39

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de viandes fraîches et de produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone, vers d'autres États membres et pays tiers

Par dérogation aux interdictions prévues à l'article 12, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de viandes fraîches et de produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans une zone réglementée II en dehors de cette zone, vers d'autres États membres et vers des pays tiers, pour autant que:

a) les conditions générales énoncées à l'article 28, paragraphes 2 à 7, du règlement délégué (UE) 2020/687 soient remplies;

b) les conditions générales supplémentaires prévues à l'article 14, paragraphe 2, soient remplies;

c) les viandes fraîches et les produits à base de viande, y compris les boyaux, soient issus de porcins détenus dans des établissements conformes aux conditions générales prévues aux articles 15 et 16;

d) les viandes fraîches et les produits à base de viande, y compris les boyaux, aient été produits dans des établissements désignés conformément à l'article 41, paragraphe 1.

▼B

Article 40

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de viandes fraîches et de produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans une zone réglementée III vers d'autres zones réglementées I, II et III ou des zones en dehors des zones réglementées I, II et III sur le territoire du même État membre concerné

Par dérogation aux interdictions prévues à l'article 12, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements d'envois de viandes fraîches et de produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans une zone réglementée III vers d'autres zones réglementées I, II et III ou des zones en dehors des zones réglementées I, II et III sur le territoire du même État membre, pour autant que:

a) les conditions générales énoncées à l'article 28, paragraphes 2 à 7, du règlement délégué (UE) 2020/687 soient remplies;

b) les conditions générales supplémentaires prévues à l'article 14, paragraphe 2, soient remplies;

c) les viandes fraîches et les produits à base de viande, y compris les boyaux, soient issus de porcins:

   i) détenus dans des établissements conformes aux conditions générales prévues aux articles 15 et 16; et

   ii) abattus:

      — à l'intérieur de la même zone réglementée III, ou

      — en dehors d'une zone réglementée III, après le mouvement autorisé conformément à l'article 29;

d) les viandes fraîches et les produits à base de viande, y compris les boyaux, aient été produits dans des établissements désignés conformément à l'article 41, paragraphe 1; et:

   i) dans le cas des viandes fraîches uniquement, soient marquées et déplacées, conformément aux conditions spécifiques relatives à l'autorisation des mouvements de viandes fraîches issues d'animaux détenus des espèces répertoriées à partir de certains établissements visées à l'article 33, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2020/687, vers un établissement de transformation pour être soumises à l'un des traitements appropriés d'atténuation des risques prévus à son annexe VII;

   ou

   ii) aient été estampillés, conformément à l'article 44, d'une marque de salubrité spéciale ou, le cas échéant, d'une marque d'identification spéciale qui n'est pas ovale et qui ne peut être confondue avec la marque de salubrité ou d'identification visée à l'article 5, paragraphe 1, points a) et b), du règlement (CE) n° 853/2004; et

   iii) soient uniquement destinés à être déplacés au sein du même État membre concerné.

▼B

CHAPITRE IV

MESURES SPÉCIALES D'ATTÉNUATION DES RISQUES RELATIVES À LA PESTE PORCINE AFRICAINE POUR LES ENTREPRISES DU SECTEUR ALIMENTAIRE DANS LES ÉTATS MEMBRES CONCERNÉS

Article 41

Désignation spéciale des abattoirs, ateliers de découpe, entrepôts frigorifiques, établissements de transformation de viandes et de traitement du gibier

1. L'autorité compétente de l'État membre concerné, à la suite d'une demande émanant d'un exploitant du secteur alimentaire, désigne des établissements pour:

a) l'abattage immédiat de porcins détenus provenant de zones réglementées II et III:

   i) à l'intérieur de ces zones réglementées II et III;

   ii) en dehors de ces zones réglementées II et III, conformément aux articles 24 et 29;

b) la découpe, la transformation et l'entreposage de viandes fraîches et de produits à base de viande, y compris les boyaux, provenant de porcins détenus dans des zones réglementées II et III, conformément aux articles 38, 39 et 40;

c) la préparation de viandes de gibier visée à l'annexe I, section 1, point 1.18, du règlement (CE) n° 853/2004 et la transformation et le stockage de viandes fraîches et de produits à base de viande issus de porcins sauvages obtenus dans des zones réglementées I, II et III, conformément aux articles 48 et 49 du présent règlement;

d) la préparation de viandes de gibier visée à l'annexe I, section 1, point 1.18, du règlement (CE) n° 853/2004 et la transformation et le stockage de viandes fraîches et de produits à base de viande provenant de porcins sauvages, lorsque ces établissements sont situés dans des zones réglementées I, II et III, conformément aux articles 48 et 49 du présent règlement.

2. L'autorité compétente peut décider que la désignation visée au paragraphe 1 n'est pas requise pour les établissements transformant, découpant et stockant des viandes fraîches et des produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III et de porcins sauvages obtenus dans des zones réglementées I, II et III, ainsi que pour les établissements visés au paragraphe 1, point d), à condition que:

a) les viandes fraîches et les produits à base de viande, y compris les boyaux, d'origine porcine soient estampillés, dans ces établissements, d'une marque de salubrité spéciale ou, le cas échéant, d'une marque d'identification spéciale visée à l'article 44;

b) les viandes fraîches et les produits à base de viande, y compris les boyaux, d'origine porcine provenant de ces établissements soient uniquement destinés au même État membre concerné;

c) les sous-produits animaux d'origine porcine provenant de ces établissements ne soient transformés ou éliminés que conformément à l'article 33 au sein du même État membre.

▼B

3. L'autorité compétente de l'État membre concerné:

a) fournit à la Commission et à d'autres États membres le lien vers le site web de l'autorité compétente comprenant une liste d'établissements désignés et leurs activités visées au paragraphe 1;

b) tient à jour la liste prévue au point a).

Article 42

Conditions spéciales relatives à la désignation d'établissements pour l'abattage immédiat de porcins détenus dans des zones réglementées II et III

L'autorité compétente de l'État membre concerné désigne des établissements pour l'abattage immédiat de porcins détenus dans des zones réglementées II et III uniquement si:

a) l'abattage de porcins détenus en dehors de zones réglementées II et III et de porcins détenus dans des zones réglementées II et III qui font l'objet de mouvements autorisés conformément aux articles 24 et 29, ainsi que la production et le stockage de produits qui en sont issus, sont effectués séparément de l'abattage de porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III et de la production et du stockage de produits qui en sont issus, qui ne remplissent pas les conditions pertinentes suivantes:

   i) les conditions générales supplémentaires prévues aux articles 15, 16 et 17; et

   ii) les conditions spécifiques prévues aux articles 24 et 29;

b) l'opérateur de l'établissement a mis en place des instructions ou des procédures documentées et approuvées par l'autorité compétente de l'État membre concerné pour garantir que les conditions prévues au point a) sont remplies.

Article 43

Conditions spéciales relatives à la désignation d'établissements pour la découpe, la transformation et le stockage des viandes fraîches et des produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III

L'autorité compétente de l'État membre concerné désigne des établissements pour la découpe, la transformation et le stockage des viandes fraîches et des produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III faisant l'objet d'un mouvement autorisé conformément aux articles 38, 39 et 40, uniquement si:

a) la découpe, la transformation et le stockage des viandes fraîches et des produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus en dehors de zones réglementées II et III et de porcins détenus dans des zones réglementées II et III sont effectués séparément des viandes fraîches et des produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III, qui ne remplissent pas les conditions suivantes:

▼B

i) les conditions générales supplémentaires prévues aux articles 15, 16 et 17; et

ii) les conditions spécifiques prévues aux articles 38, 39 et 40;

b) l'opérateur de l'établissement a mis en place des instructions ou des procédures documentées et approuvées par l'autorité compétente de l'État membre concerné pour garantir que les conditions prévues au point a) sont remplies.

Article 44

Marques spéciales de salubrité ou d'identification

L'autorité compétente des États membres concernés veille à ce qu'une marque de salubrité spéciale ou, le cas échéant, une marque d'identification spéciale qui n'est pas ovale et qui ne peut être confondue avec la marque de salubrité ou d'identification prévue à l'article 5, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 853/2004 soit apposée sur les produits d'origine animale suivants:

a) les viandes fraîches et les produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans une zone réglementée III, conformément à l'article 40, point d) ii);

b) si les conditions spécifiques d'autorisation des mouvements de ces envois en dehors d'une zone réglementée II prévues à l'article 38, paragraphe 1, ne sont pas remplies, sur les viandes fraîches et les produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans une zone réglementée II, en application de l'article 38, paragraphe 2, point b) ii);

c) les viandes fraîches et les produits à base de viande issus de porcins sauvages déplacés au sein d'une zone réglementée I ou en dehors de cette zone depuis l'établissement désigné conformément à l'article 41, paragraphe 1, comme prévu à l'article 49, paragraphe 1, point c) iii), premier tiret.

CHAPITRE V

MESURES SPÉCIALES DE LUTTE CONTRE LA MALADIE APPLICABLES AUX PORCINS SAUVAGES DANS LES ÉTATS MEMBRES

Article 45

Interdictions spécifiques liées aux mouvements de porcins sauvages

Les autorités compétentes de tous les États membres interdisent les mouvements de porcins sauvages par les opérateurs conformément à l'article 101 du règlement délégué (UE) 2020/688:

a) sur l'ensemble du territoire de l'État membre;

b) depuis l'ensemble du territoire de l'État membre vers:

i) d'autres États membres; et

ii) des pays tiers.

▼B

Article 46

Interdictions spécifiques liées aux mouvements, à l'intérieur des zones réglementées I, II et III et depuis ces zones, de viandes fraîches, de produits à base de viande et de tout autre produit d'origine animale qui sont issus de porcins sauvages et de corps de porcins sauvages destinés à la consommation humaine

1. Les autorités compétentes des États membres concernés interdisent les mouvements, à l'intérieur des zones réglementées I, II et III et depuis ces zones, d'envois de viandes fraîches, de produits à base de viande et de tout autre produit d'origine animale qui sont issus de porcins sauvages et de corps de porcins sauvages destinés à la consommation humaine.

2. Les autorités compétentes des États membres concernés interdisent les mouvements, à l'intérieur de zones réglementées I, II et III et depuis ces zones, de viandes fraîches, de produits à base de viande et de tout autre produit d'origine animale qui sont issus de porcins sauvages et de corps de porcins sauvages destinés à la consommation humaine:

a) aux fins de l'utilisation privée;

b) liés aux activités des chasseurs qui fournissent de petites quantités de gibier sauvage ou de viande de gibier sauvage d'origine porcine directement au consommateur final ou au commerce de détail local fournissant directement le consommateur final, comme prévu à l'article 1er, paragraphe 3, point e), du règlement (CE) no 853/2004.

Article 47

Interdictions générales liées aux mouvements d'envois de produits issus de porcins sauvages et de corps de porcins sauvages destinés à la consommation humaine, eu égard au risque de propagation de la peste porcine africaine

L'autorité compétente de l'État membre concerné peut interdire, sur le territoire du même État membre, les mouvements de viandes fraîches, de produits à base de viande et de tout autre produit qui sont issus de porcins sauvages et de corps de porcins sauvages destinés à la consommation humaine, si elle estime qu'il existe un risque de propagation de la peste porcine africaine vers ces porcins sauvages ou produits qui en sont issus, à partir de ceux-ci ou par l'intermédiaire de ceux-ci.

Article 48

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements d'envois de produits à base de viande transformés issus de porcins sauvages à l'intérieur de zones réglementées I, II et III et depuis ces zones

1. Par dérogation à l'interdiction prévue à l'article 46, paragraphe 1, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements, à l'intérieur de zones réglementées I, II et III et depuis ces zones, d'envois de produits à base de viande transformés issus de porcins sauvages d'un établissement situé dans des zones réglementées I, II et III vers:

▼B

a) d'autres zones réglementées I, II et III situées dans le même État membre concerné;

b) des zones en dehors des zones réglementées I, II et III du même État membre concerné; et

c) d'autres États membres et des pays tiers.

2. L'autorité compétente de l'État membre concerné autorise les mouvements d'envois de produits à base de viande transformés issus de porcins sauvages d'établissements situés dans des zones réglementées I, II et III visés au paragraphe 1, uniquement dans les conditions suivantes:

a) des tests d'identification de l'agent pathogène de la peste porcine africaine ont été effectués pour chaque porcin sauvage utilisé pour la production et la transformation de produits à base de viande dans des zones réglementées I, II et III;

b) l'autorité compétente a obtenu des résultats négatifs aux tests d'identification de l'agent pathogène de la peste porcine africaine visés au point a) avant le traitement visé au point c) ii);

c) les produits à base de viande provenant de porcins sauvages:

i) ont été fabriqués, transformés et stockés dans des établissements désignés conformément à l'article 41, paragraphe 1; et

ii) ont subi le traitement d'atténuation des risques approprié pour les produits d'origine animale provenant de zones réglementées conformément à l'annexe VII du règlement délégué (UE) 2020/687, en ce qui concerne la peste porcine africaine.

Article 49

Conditions spécifiques relatives aux dérogations autorisant les mouvements, à l'intérieur de zones réglementées I, II et III et depuis une zone réglementée I, de viandes fraîches, de produits à base de viande et de tout autre produit d'origine animale qui sont issus de porcins sauvages et de corps de porcins sauvages destinés à la consommation humaine

1. Par dérogation aux interdictions prévues à l'article 46, paragraphes 1 et 2, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements, à l'intérieur d'une zone réglementée I et depuis cette zone, de viandes fraîches, de produits à base de viande et de tout autre produit d'origine animale qui sont issus de porcins sauvages et de corps de porcins sauvages destinés à la consommation humaine vers d'autres zones réglementées I, II et III ou vers des zones en dehors des zones réglementées I, II et III du même État membre, dans les conditions suivantes:

a) des tests d'identification de l'agent pathogène de la peste porcine africaine ont été effectués pour chaque porcin sauvage pertinent avant le mouvement de viandes fraîches, de produits à base de viande et de tout autre produit d'origine animale qui sont issus de ces porcins sauvages;

▼B

b) l'autorité compétente de l'État membre concerné a obtenu des résultats négatifs aux tests d'identification de l'agent pathogène de la peste porcine africaine visés au point a) avant le mouvement;

c) les viandes fraîches, les produits à base de viande et tout autre produit d'origine animale qui sont issus de porcins sauvages et de corps de porcins sauvages destinés à la consommation humaine sont déplacés à l'intérieur ou à l'extérieur d'une zone réglementée I au sein du même État membre:

i) aux fins de l'utilisation privée; ou

ii) en relation avec les activités des chasseurs qui fournissent de petites quantités de gibier de porcins sauvages ou de viande de gibier sauvage d'origine porcine directement au consommateur final ou au commerce de détail local fournissant directement le consommateur final, comme prévu à l'article 1er, paragraphe 3, point e), du règlement (CE) no 853/2004; ou

iii) depuis l'établissement désigné conformément à l'article 41, paragraphe 1, où les viandes fraîches et les produits à base de viande ont été estampillés:

— soit d'une marque spéciale de salubrité ou d'identification conformément à l'article 44, point c),

soit

— conformément à l'article 33, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2020/687, et sont déplacés vers un établissement de transformation pour être soumis à l'un des traitements appropriés d'atténuation des risques prévus à l'annexe VII dudit règlement.

2. Par dérogation aux interdictions prévues à l'article 46, paragraphe 2, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements de viandes fraîches, de produits à base de viande et de tout autre produit d'origine animale qui sont issus de porcins sauvages et de corps de porcins sauvages destinés à la consommation humaine à l'intérieur des zones réglementées II et III du même État membre, dans les conditions suivantes:

a) des tests d'identification de l'agent pathogène de la peste porcine africaine ont été effectués pour chaque porcin sauvage concerné avant le mouvement de viandes fraîches, de produits à base de viande et de tout autre produit d'origine animale qui sont issus de ce porcin sauvage ou du corps de ce porcin sauvage destiné à la consommation humaine;

b) l'autorité compétente de l'État membre concerné a obtenu des résultats négatifs aux tests d'identification de l'agent pathogène de la peste porcine africaine visés au point a) avant le mouvement;

c) les viandes fraîches, les produits à base de viande et tout autre produit d'origine animale qui sont issus de porcins sauvages et de corps de porcins sauvages destinés à la consommation humaine sont déplacés à l'intérieur des zones réglementées II et III au sein du même État membre:

▼B

i) aux fins de l'utilisation privée;

ou

ii) conformément à l'article 33, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2020/687 et sont déplacés vers un établissement de transformation pour être soumis à l'un des traitements appropriés d'atténuation des risques prévus à l'annexe VII dudit règlement.

Article 50

Obligations des opérateurs en matière de certificats zoosanitaires pour les envois de viandes fraîches, de produits à base de viande et de tout autre produit d'origine animale qui sont issus de porcins sauvages et de corps de porcins sauvages destinés à la consommation humaine, pour les mouvements en dehors de zones réglementées I, II et III

Les opérateurs déplacent, en dehors des zones réglementées I, II et III, les envois de viandes fraîches, de produits à base de viande et de tout autre produit d'origine animale qui sont issus de porcins sauvages et de corps de porcins sauvages destinés à la consommation humaine, uniquement:

a) dans les cas prévus aux articles 48 et 49; et

b) lorsque ces envois sont accompagnés d'un certificat zoosanitaire visé à l'article 167, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/429 comprenant:

i) les informations requises conformément à l'article 3 du règlement délégué (UE) 2020/2154; et

ii) au moins une des attestations suivantes de conformité aux exigences prévues dans le présent règlement:

— «Viandes fraîches et produits à base de viande ainsi que tout autre produit d'origine animale provenant d'une zone réglementée I et issus de porcins sauvages en conformité avec les mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine prévues dans le règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission.»

— «Corps de porcins sauvages destinés à la consommation humaine, provenant d'une zone réglementée I en conformité avec les mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine prévues dans le règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission.»

— «Produits à base de viande transformés provenant de zones réglementées I, II et III et issus de porcins sauvages en conformité avec les mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine prévues dans le règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission.»

Toutefois, dans le cas d'un mouvement au sein du même État membre concerné, l'autorité compétente peut décider qu'un certificat zoosanitaire ne doit pas être délivré, conformément à l'article 167, paragraphe 1, premier alinéa, du règlement (UE) 2016/429.

▼B

Article 51

Conditions spécifiques relatives à l'autorisation de mouvements d'envois de sous-produits animaux et de produits dérivés issus de porcins sauvages à l'intérieur des zones réglementées I, II et III et en dehors de ces zones

1. Par dérogation aux interdictions prévues à l'article 46, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements, à l'intérieur des zones réglementées I, II et III et en dehors de ces zones, d'envois de produits dérivés issus de porcins sauvages vers d'autres zones réglementées I, II et III ou vers des zones en dehors des zones réglementées I, II et III du même État membre et vers d'autres États membres, à condition qu'ils aient été soumis au traitement garantissant que les produits dérivés ne présentent pas de risque en ce qui concerne la peste porcine africaine.

2. Par dérogation aux interdictions prévues à l'article 46, paragraphe 1, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut autoriser les mouvements, à l'intérieur des zones réglementées I, II et III et en dehors de ces zones, d'envois de sous-produits animaux issus de porcins sauvages vers d'autres zones réglementées I, II et III et vers des zones en dehors des zones réglementées I, II et III du même État membre, dans les conditions suivantes:

a) les sous-produits animaux sont collectés, transportés et éliminés conformément au règlement (CE) n° 1069/2009;

b) pour les mouvements en dehors des zones réglementées I, II et III, les moyens de transport sont munis individuellement d'un système de navigation par satellite pour déterminer, transmettre et enregistrer leur position en temps réel. L'opérateur de transport permet à l'autorité compétente de contrôler le mouvement en temps réel des moyens de transport et conserve les enregistrements électroniques du mouvement pendant une période d'au moins deux mois à compter de la date du mouvement de l'envoi.

Article 52

Obligations des opérateurs en matière de certificats zoosanitaires pour les mouvements d'envois de sous-produits animaux issus de porcins sauvages en dehors des zones réglementées I, II et III sur le territoire du même État membre concerné

Les opérateurs ne déplacent les envois de sous-produits animaux issus de porcins sauvages en dehors des zones réglementées I, II et III au sein du même État membre concerné dans le cas visé à l'article 51, paragraphe 2, que si ces envois sont accompagnés:

a) d'un document commercial visé à l'annexe VIII, chapitre III, du règlement (UE) n° 142/2011; et

b) d'un certificat zoosanitaire visé à l'article 22, paragraphe 5, du règlement délégué (UE) 2020/687.

Toutefois, l'autorité compétente de l'État membre concerné peut décider qu'un certificat zoosanitaire n'est pas être délivré, conformément à l'article 22, paragraphe 6, du règlement délégué (UE) 2020/687.

▼B

CHAPITRE VI

OBLIGATIONS SPÉCIALES D'INFORMATION ET DE FORMATION DANS LES ÉTATS MEMBRES

Article 53

Obligations spéciales d'information dans les États membres concernés

1. Les États membres concernés veillent à ce qu'au moins les entreprises ferroviaires, les entreprises d'autocars, les exploitants d'aéroports et les opérateurs portuaires, les agences de voyage, les organisateurs de séjours de chasse et les opérateurs de services postaux soient tenus d'attirer l'attention de leurs clients sur les mesures spéciales de lutte contre la maladie énoncées dans le présent règlement, en fournissant de manière appropriée au moins des informations sur les principales interdictions prévues aux articles 9, 11, 12, 45 et 46 aux voyageurs se déplaçant depuis des zones réglementées I, II et III ainsi qu'aux clients des services postaux.

À cet effet, les États membres concernés préparent et mènent des campagnes de sensibilisation régulière du public pour promouvoir et diffuser des informations sur les mesures spéciales de lutte contre la maladie prévues dans le présent règlement.

2. Les États membres concernés informent la Commission et les autres États membres, dans le cadre du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, de ce qui suit:

a) l'évolution de la situation épidémiologique de la peste porcine africaine sur leur territoire;

b) les résultats de la surveillance de la peste porcine africaine exercée dans des zones réglementées I, II et III et dans des zones situées en dehors des zones réglementées I, II et III chez les porcins détenus et sauvages;

c) d'autres mesures et initiatives prises pour prévenir la peste porcine africaine, la combattre et l'éradiquer.

Article 54

Obligations spéciales de formation dans les États membres concernés

Les États membres concernés organisent et dispensent, régulièrement ou à des intervalles appropriés, des formations spécifiques sur les risques de la peste porcine africaine et les mesures de prévention, de lutte et d'éradication possibles pour au moins les groupes cibles suivants:

a) les vétérinaires;

b) les éleveurs de porcins;

c) les chasseurs.

Article 55

Obligations spéciales d'information de tous les États membres

1. Tous les États membres veillent à ce que:

a) des informations appropriées sur les risques de transmission de la peste porcine africaine et sur les mesures spéciales de lutte contre la maladie énoncées dans le présent règlement soient portées à la connaissance des voyageurs sur toutes les grandes infrastructures routières, telles que les routes de communication internationales et les chemins de fer, et les réseaux de transport terrestre connexes:

▼B

i) de manière visible et claire;

ii) présentées de façon intelligible pour les voyageurs en provenance et à destination:

— des zones réglementées I, II et III, ou

— de pays tiers présentant un risque de propagation de la peste porcine africaine;

b) des mesures nécessaires soient mises en place pour sensibiliser les parties prenantes actives dans le secteur de porcins détenus, y compris les établissements de petite taille, aux risques d'introduction du virus de la peste porcine africaine et pour leur fournir les informations les plus appropriées sur les mesures de biosécurité renforcées pour les établissements de porcins détenus situés dans des zones réglementées I, II et III, comme prévu à l'annexe II, en particulier les mesures à mettre en œuvre dans des zones réglementées I, II et III, par les moyens les plus appropriés pour porter ces informations à leur connaissance.

2. Tous les États membres prennent des mesures de sensibilisation à la peste porcine africaine auprès:

a) du public, comme prévu à l'article 15 du règlement (UE) 2016/429;

b) des vétérinaires, des éleveurs et des chasseurs et leur fournissent les informations les plus appropriées sur l'atténuation des risques et les mesures de biosécurité renforcées prévues:

i) à l'annexe II du présent règlement;

ii) dans les lignes directrices de l'Union relatives à la peste porcine africaine, telles que convenues avec les États membres au sein du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux;

iii) dans les données scientifiques disponibles fournies par l'Autorité européenne de sécurité des aliments;

iv) dans le Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'Organisation mondiale de la santé animale.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

Article 56

Entrée en vigueur et application

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*;

Il est applicable du 21 avril 2021 au 20 avril 2028.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

▼**M21**

ANNEXE I

ZONES RÉGLEMENTÉES

PARTIE I

1. **Allemagne**

Les zones réglementées I suivantes en Allemagne:

Bundesland Brandenburg:

— Landkreis Dahme-Spreewald:

— Gemeinde Alt Zauche-Wußwerk,

— Gemeinde Byhleguhre-Byhlen,

— Gemeinde Märkische Heide, mit den Gemarkungen Alt Schadow, Neu Schadow, Pretschen, Plattkow, Wittmannsdorf, Schuhlen-Wiese, Bückchen, Kuschkow, Gröditsch, Groß Leuthen, Leibchel, Glietz, Groß Leine, Dollgen, Krugau, Dürrenhofe, Biebersdorf und Klein Leine,

— Gemeinde Neu Zauche,

— Gemeinde Schwielochsee mit den Gemarkungen Groß Liebitz, Guhlen, Mochow und Siegadel,

— Gemeinde Spreewaldheide,

— Gemeinde Straupitz,

— Landkreis Märkisch-Oderland:

— Gemeinde Müncheberg mit den Gemarkungen Müncheberg, Eggersdorf bei Müncheberg und Hoppegarten bei Müncheberg,

— Gemeinde Bliesdorf mit den Gemarkungen Kunersdorf - westlich der B167 und Bliesdorf - westlich der B167

— Gemeinde Märkische Höhe mit den Gemarkungen Reichenberg und Batzlow,

— Gemeinde Wriezen mit den Gemarkungen Haselberg, Frankenfelde, Schulzendorf, Lüdersdorf Biesdorf, Rathsdorf - westlich der B 167 und Wriezen - westlich der B167

— Gemeinde Buckow (Märkische Schweiz),

— Gemeinde Strausberg mit den Gemarkungen Hohenstein und Ruhlsdorf,

— Gemeine Garzau-Garzin,

— Gemeinde Waldsieversdorf,

— Gemeinde Rehfelde mit der Gemarkung Werder,

— Gemeinde Reichenow-Mögelin,

— Gemeinde Prötzel mit den Gemarkungen Harnekop, Sternebeck und Prötzel östlich der B 168 und der L35,

— Gemeinde Oberbarnim,

— Gemeinde Bad Freienwalde mit der Gemarkung Sonnenburg,

— Gemeinde Falkenberg mit den Gemarkungen Dannenberg, Falkenberg westlich der L 35, Gersdorf und Kruge,

— Gemeinde Höhenland mit den Gemarkungen Steinbeck, Wollenberg und Wölsickendorf,

— Landkreis Barnim:

— Gemeinde Joachimsthal östlich der L220 (Eberswalder Straße), östlich der L23 (Töpferstraße und Templiner Straße), östlich der L239 (Glambecker Straße) und Schorfheide (JO) östlich der L238,

▼**M21**

— Gemeinde Friedrichswalde mit der Gemarkung Glambeck östlich der L 239,

— Gemeinde Althüttendorf,

— Gemeinde Ziethen mit den Gemarkungen Groß Ziethen und Klein Ziethen westlich der B198,

— Gemeinde Chorin mit den Gemarkungen Golzow, Senftenhütte, Buchholz, Schorfheide (Ch), Chorin westlich der L200 und Sandkrug nördlich der L200,

— Gemeinde Britz,

— Gemeinde Schorfheide mit den Gemarkungen Altenhof, Werbellin, Lichterfelde und Finowfurt,

— Gemeinde (Stadt) Eberswalde mit der Gemarkungen Finow und Spechthausen und der Gemarkung Eberswalde südlich der B167 und westlich der L200,

— Gemeinde Breydin,

— Gemeinde Melchow,

— Gemeinde Sydower Fließ mit der Gemarkung Grüntal nördlich der K6006 (Landstraße nach Tuchen), östlich der Schönholzer Straße und östlich Am Postweg,

— Hohenfinow südlich der B167,

— Landkreis Uckermark:

— Gemeinde Passow mit den Gemarkungen Briest, Passow und Schönow,

— Gemeinde Mark Landin mit den Gemarkungen Landin nördlich der B2, Grünow und Schönermark,

— Gemeinde Angermünde mit den Gemarkungen Frauenhagen, Mürow, Angermünde nördlich und nordwestlich der B2, Dobberzin nördlich der B2, Kerkow, Welsow, Bruchhagen, Greiffenberg, Günterberg, Biesenbrow, Görlsdorf, Wolletz und Altkünkendorf,

— Gemeinde Zichow,

— Gemeinde Casekow mit den Gemarkungen Blumberg, Wartin, Luckow-Petershagen und den Gemarkungen Biesendahlshof und Casekow westlich der L272 und nördlich der L27,

— Gemeinde Hohenselchow-Groß Pinnow mit der Gemarkung Hohenselchow nördlich der L27,

— Gemeinde Tantow,

— Gemeinde Mescherin

— Gemeinde Gartz (Oder) mit der Gemarkung Geesow sowie den Gemarkungen Gartz und Hohenreinkendorf nördlich der L27 und B2 *bis* Gartenstraße,

— Gemeinde Pinnow nördlich und westlich der B2,

— Landkreis Oder-Spree:

— Gemeinde Storkow (Mark),

— Gemeinde Spreenhagen mit den Gemarkungen Braunsdorf, Markgrafpieske, Lebbin und Spreenhagen,

— Gemeinde Grünheide (Mark) mit den Gemarkungen Kagel, Kienbaum und Hangelsberg,

— Gemeinde Fürstenwalde westlich der B 168 und nördlich der L 36,

— Gemeinde Rauen,

— Gemeinde Wendisch Rietz bis zur östlichen Uferzone des Scharmützelsees und von der südlichen Spitze des Scharmützelsees südlich der B246,

▼**M21**

— Gemeinde Reichenwalde,

— Gemeinde Bad Saarow mit der Gemarkung Petersdorf und der Gemarkung Bad Saarow-Pieskow westlich der östlichen Uferzone des Scharmützelsees und ab nördlicher Spitze westlich der L35,

— Gemeinde Tauche mit der Gemarkung Werder,

— Gemeinde Steinhöfel mit den Gemarkungen Jänickendorf, Schönfelde, Beerfelde, Gölsdorf, Buchholz, Tempelberg und den Gemarkungen Steinhöfel, Hasenfelde und Heinersdorf westlich der L36 und der Gemarkung Neuendorf im Sande nördlich der L36,

— Landkreis Spree-Neiße:

— Gemeinde Peitz,

— Gemeinde Turnow-Preilack,

— Gemeinde Drachhausen,

— Gemeinde Schmogrow-Fehrow,

— Gemeinde Drehnow,

— Gemeinde Teichland mit den Gemarkungen Maust und Neuendorf,

— Gemeinde Dissen-Striesow,

— Gemeinde Briesen,

— Gemeinde Spremberg mit den Gemarkungen, Sellessen, Spremberg, Bühlow, Laubsdorf, Bagenz und den Gemarkungen Groß Buckow, Klein Buckow östlich des Tagebaues Welzow-Süd,

— Gemeinde Neuhausen/Spree mit den Gemarkungen Kathlow, Haasow, Roggosen, Koppatz, Neuhausen, Frauendorf, Groß Oßnig, Groß Döbern und Klein Döbern,

— Landkreis Oberspreewald-Lausitz:

— Gemeinde Grünewald,

— Gemeinde Hermsdorf,

— Gemeinde Kroppen,

— Gemeinde Ortrand,

— Gemeinde Großkmehlen,

— Gemeinde Lindenau.

— Landkreis Elbe-Elster:

— Gemeinde Großthiemig,

— Landkreis Prignitz:

— Gemeinde Groß Pankow mit den Gemarkungen Baek, Tangendorf und Tacken,

— Gemeinde Karstadt mit den Gemarkungen Groß Warnow, Klein Warnow, Reckenzin, Streesow, Garlin, Dallmin, Postlin, Kribbe, Neuhof, Strehlen und Blüthen,

— Gemeinde Pirow mit der Gemarkung Bresch,

— Gemeinde Gülitz-Reetz,

— Gemeinde Putlitz mit den Gemarkungen Lockstädt, Mansfeld und Laaske,

— Gemeinde Triglitz,

— Gemeinde Marienfließ mit der Gemarkung Frehne,

— Gemeinde Kümmernitztal mit der Gemarkungen Buckow, Preddöhl und Grabow,

— Gemeinde Gerdshagen mit der Gemarkung Gerdshagen,

▼**M21**

— Gemeinde Meyenburg,

— Gemeinde Pritzwalk mit der Gemarkung Steffenshagen,

Bundesland Sachsen:

— Landkreis Bautzen

— Gemeinde Arnsdorf,

— Gemeinde Burkau,

— Gemeinde Crostwitz,

— Gemeinde Cunewalde,

— Gemeinde Demitz-Thumitz,

— Gemeinde Doberschau-Gaußig,

— Gemeinde Elsterheide,

— Gemeinde Frankenthal,

— Gemeinde Göda,

— Gemeinde Großharthau,

— Gemeinde Großnaundorf,

— Gemeinde Großpostwitz/O.L.,

— Gemeinde Haselbachtal,

— Gemeinde Hochkirch, sofern nicht bereits der Sperrzone II,

— Gemeinde Königswartha, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Kubschütz, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Lichtenberg,

— Gemeinde Lohsa, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Nebelschütz,

— Gemeinde Neschwitz, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Neukirch,

— Gemeinde Neukirch/Lausitz,

— Gemeinde Obergurig,

— Gemeinde Ohorn,

— Gemeinde Oßling,

— Gemeinde Panschwitz-Kuckau,

— Gemeinde Puschwitz,

— Gemeinde Räckelwitz,

— Gemeinde Radibor, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Ralbitz-Rosenthal,

— Gemeinde Rammenau,

— Gemeinde Schmölln-Putzkau,

— Gemeinde Schwepnitz,

— Gemeinde Sohland a. d. Spree,

— Gemeinde Spreetal, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Stadt Bautzen, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Stadt Bernsdorf,

— Gemeinde Stadt Bischhofswerda,

▼**M21**

— Gemeinde Stadt Elstra,

— Gemeinde Stadt Großröhrsdorf,

— Gemeinde Stadt Hoyerswerda, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Stadt Kamenz,

— Gemeinde Stadt Lauta,

— Gemeinde Stadt Pulsnitz,

— Gemeinde Stadt Radeberg,

— Gemeinde Stadt Schirgiswalde-Kirschau,

— Gemeinde Stadt Wilthen,

— Gemeinde Stadt Wittichenau, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Steina,

— Gemeinde Steinigtwolmsdorf,

— Gemeinde Wachau,

— Stadt Dresden:

— Stadtgebiet, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Landkreis Görlitz:

— Gemeinde Beiersdorf,

— Gemeinde Bertsdorf-Hörnitz,

— Gemeinde Dürrhennersdorf,

— Gemeinde Großschönau,

— Gemeinde Großschweidnitz,

— Gemeinde Hainewalde,

— Gemeinde Kurort Jonsdorf,

— Gemeinde Kottmar,

— Gemeinde Lawalde,

— Gemeinde Leutersdorf,

— Gemeinde Mittelherwigsdorf,

— Gemeinde Oderwitz,

— Gemeinde Olbersdorf,

— Gemeinde Oppach,

— Gemeinde Oybin,

— Gemeinde Rosenbach, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Schönau-Berzdorf a. d. Eigen, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Schönbach,

— Gemeinde Stadt Bernstadt a. d. Eigen, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Stadt Ebersbach-Neugersdorf,

— Gemeinde Stadt Herrnhut,

— Gemeinde Stadt Löbau, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Stadt Neusalza-Spremberg,

— Gemeinde Stadt Ostritz, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Stadt Seifhennersdorf,

— Gemeinde Stadt Zittau,

▼**M21**

— Landkreis Meißen:

— Gemeinde Diera-Zehren östlich der Elbe,

— Gemeinde Klipphausen östlich der S 177,

— Gemeinde Lampertswalde, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Niederau,

— Gemeinde Priestewitz,

— Gemeinde Stadt Coswig, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

— Gemeinde Stadt Großenhain,

— Gemeinde Stadt Meißen im Norden östlich der Elbe bis zur Bahnlinie, im Süden östlich der S 177,

— Gemeinde Stadt Radebeul,

— Gemeinde Weinböhla, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

Bundesland Mecklenburg-Vorpommern:

— Landkreis Vorpommern Greifswald

— Gemeinde Penkun südlich der Autobahn A11,

— Gemeinde Nadrense südlich der Autobahn A11,

— Landkreis Ludwigslust-Parchim:

— Gemeinde Balow mit dem Ortsteil: Balow

— Gemeinde Barkhagen mit den Ortsteilen und Ortslagen: Altenlinden, Kolonie Lalchow, Plauerhagen, Zarchlin, Barkow-Ausbau, Barkow

— Gemeinde Blievenstorf mit dem Ortsteil: Blievenstorf

— Gemeinde Brenz mit den Ortsteilen und Ortslagen: Neu Brenz, Alt Brenz

— Gemeinde Domsühl mit den Ortsteilen und Ortslagen: Severin, Bergrade Hof, Bergrade Dorf, Zieslübbe, Alt Dammerow, Schlieven, Domsühl, Domsühl-Ausbau, Neu Schlieven

— Gemeinde Gallin-Kuppentin mit den Ortsteilen und Ortslagen: Kuppentin, Kuppentin-Ausbau, Daschow, Zahren, Gallin, Penzlin

— Gemeinde Ganzlin mit den Ortsteilen und Ortslagen: Dresenow, Dresenower Mühle, Twietfort, Ganzlin, Tönchow, Wendisch Priborn, Liebhof, Gnevsdorf

— Gemeinde Granzin mit den Ortsteilen und Ortslagen: Lindenbeck, Greven, Beckendorf, Bahlenrade, Granzin

— Gemeinde Grabow mit den Ortsteilen und Ortslagen: Böschungsbereich und angrenzende Ackerfläche an der Alten Elde (angrenzend an die Gemeinden Prislich und Zierzow)

— Gemeinde Groß Laasch mit den Ortsteilen und Ortslagen: Waldgebiet zwischen der Ortslage Groß Laasch und der Elde

— Gemeinde Kremmin mit den Ortsteilen und Ortslagen: Wiesen- und Ackerflächen zwischen K52, B5 und Bahnlinie Hamburg-Berlin

— Gemeinde Kritzow mit den Ortsteilen und Ortslagen:

— Schlemmin, Kritzow

— Gemeinde Lewitzrand mit dem Ortsteil und Ortslage:

— Matzlow-Garwitz (teilweise)

— Gemeinde Lübz mit den Ortsteilen und Ortslagen: Broock, Wessentin, Wessentin Ausbau, Bobzin, Lübz, Broock Ausbau, Riederfelde, Ruthen, Lutheran, Gischow, Burow, Hof Gischow, Ausbau Lutheran, Meyerberg

▼**M21**

— Gemeinde Muchow mit dem Ortsteil und Ortslage: Muchow

— Gemeinde Neustadt-Glewe mit den Ortsteilen und Ortslagen: Flugplatz mit angrenzendem Waldgebiet entlang der K38 und B191 *bis* zur A24, Wabel

— Gemeinde Obere Warnow mit den Ortsteilen und Ortslagen: Grebbin und Wozinkel, Gemarkung Kossebade teilweise, Gemarkung Herzfeld mit dem Waldgebiet Bahlenholz bis an die östliche Gemeindegrenze, Gemarkung Woeten unmittelbar östlich und westlich der L16

— Gemeinde Parchim mit den Ortsteilen und Ortslagen: Dargelütz, Neuhof, Kiekindemark, Neu Klockow, Möderitz, Malchow, Damm, Parchim, Voigtsdorf, Neu Matzlow

— Gemeinde Passow mit den Ortsteilen und Ortslagen: Unterbrüz, Brüz, Welzin, Neu Brüz, Weisin, Charlottenhof, Passow

— Gemeinde Plau am See mit den Ortsteilen und Ortslagen: Reppentin, Gaarz, Silbermühle, Appelburg, Seelust, Plau-Am See, Plötzenhöhe, Klebe, Lalchow, Quetzin, Heidekrug

— Gemeinde Prislich mit den Ortsteilen und Ortslagen: Neese, Werle, Prislich, Marienhof

— Gemeinde Rom mit den Ortsteilen und Ortslagen: Lancken, Stralendorf, Rom, Darze, Klein Niendorf, Paarsch

— Gemeinde Spornitz mit den Ortsteilen und Ortslagen: Dütschow, Primark, Steinbeck, Spornitz

— Gemeinde Stolpe mit den Ortsteilen und Ortslagen: Granzin, Barkow, Stolpe Ausbau, Stolpe

— Gemeinde Werder mit den Ortsteilen und Ortslagen: Neu Benthen, Benthen, Tannenhof, Werder

— Gemeinde Zierzow mit den Ortsteilen und Ortslagen: Kolbow, Zierzow.

2. **Estonie**

Les zones réglementées I suivantes en Estonie:

— Hiiu maakond.

3. **Grèce**

Les zones réglementées I suivantes en Grèce:

— in the regional unit of Drama:

  — the community departments of Sidironero and Skaloti and the municipal departments of Livadero and Ksiropotamo (in Drama municipality),

  — the municipal department of Paranesti (in Paranesti municipality),

  — the municipal departments of Kokkinogeia, Mikropoli, Panorama, Pyrgoi (in Prosotsani municipality),

  — the municipal departments of Kato Nevrokopi, Chrysokefalo, Achladea, Vathytopos, Volakas, Granitis, Dasotos, Eksohi, Katafyto, Lefkogeia, Mikrokleisoura, Mikromilea, Ochyro, Pagoneri, Perithorio, Kato Vrontou and Potamoi (in Kato Nevrokopi municipality),

— in the regional unit of Xanthi:

  — the municipal departments of Kimmerion, Stavroupoli, Gerakas, Dafnonas, Komnina, Kariofyto and Neochori (in Xanthi municipality),

  — the community departments of Satres, Thermes, Kotyli, and the municipal departments of Myki, Echinos and Oraio and (in Myki municipality),

  — the community department of Selero and the municipal department of Sounio (in Avdira municipality),

▼M21

— in the regional unit of Rodopi:

— the municipal departments of Komotini, Anthochorio, Gratini, Thrylorio, Kalhas, Karydia, Kikidio, Kosmio, Pandrosos, Aigeiros, Kallisti, Meleti, Neo Sidirochori and Mega Doukato (in Komotini municipality),

— the municipal departments of Ipio, Arriana, Darmeni, Archontika, Fillyra, Ano Drosini, Aratos and the Community Departments Kehros and Organi (in Arriana municipality),

— the municipal departments of Iasmos, Sostis, Asomatoi, Polyanthos and Amvrosia and the community department of Amaxades (in Iasmos municipality),

— the municipal department of Amaranta (in Maroneia Sapon municipality),

— in the regional unit of Evros:

— the municipal departments of Kyriaki, Mandra, Mavrokklisi, Mikro Dereio, Protokklisi, Roussa, Goniko, Geriko, Sidirochori, Megalo Derio, Sidiro, Giannouli, Agriani and Petrolofos (in Soufli municipality),

— the municipal departments of Dikaia, Arzos, Elaia, Therapio, Komara, Marasia, Ormenio, Pentalofos, Petrota, Plati, Ptelea, Kyprinos, Zoni, Fulakio, Spilaio, Nea Vyssa, Kavili, Kastanies, Rizia, Sterna, Ampelakia, Valtos, Megali Doxipara, Neochori and Chandras (in Orestiada municipality),

— the municipal departments of Asvestades, Ellinochori, Karoti, Koufovouno, Kiani, Mani, Sitochori, Alepochori, Asproneri, Metaxades, Vrysika, Doksa, Elafoxori, Ladi, Paliouri and Poimeniko (in Didymoteixo municipality),

— in the regional unit of Serres:

— the municipal departments of Kerkini, Livadia, Makrynitsa, Neochori, Platanakia, Petritsi, Akritochori, Vyroneia, Gonimo, Mandraki, Megalochori, Rodopoli, Ano Poroia, Katw Poroia, Sidirokastro, Vamvakophyto, Promahonas, Kamaroto, Strymonochori, Charopo, Kastanousi and Chortero and the community departments of Achladochori, Agkistro and Kapnophyto (in Sintiki municipality),

— the municipal departments of Serres, Elaionas and Oinoussa and the community departments of Orini and Ano Vrontou (in Serres municipality),

— the municipal departments of Dasochoriou, Iraqleia, Valtero, Karperi, Koimisi, Lithotopos, Limnochori, Podismeno and Chrysochorafa (in Iraqleia municipality).

4. **Lettonie**

Les zones réglementées I suivantes en Lettonie:

— Dienvidkurzemes novada Vērgales, Medzes, Grobiņas, Nīcas pagasta daļa uz ziemeļiem no apdzīvotas vietas Bernāti, autoceļa V1232, A11, V1222, Bārtas upes, Otaņķu pagasts, Grobiņas pilsēta,

— Ropažu novada Stopiņu pagasta daļa, kas atrodas uz rietumiem no autoceļa V36, P4 un P5, Acones ielas, Dauguļupes ielas un Dauguļupītes.

5. **Lituanie**

Les zones réglementées I suivantes en Lituanie:

— Klaipėdos rajono savivaldybė: Agluonėnų, Dovilų, Gargždų, Priekulės, Vėžaičių, Kretingalės ir Dauparų-Kvietinių seniūnijos,

— Palangos miesto savivaldybė.

▼M21

6. **Hongrie**

Les zones réglementées I suivantes en Hongrie:

— Békés megye 950950, 950960, 950970, 951950, 952050, 952750, 952850, 952950, 953050, 953150, 953650, 953660, 953750, 953850, 953960, 954250, 954260, 954350, 954450, 954550, 954650, 954750, 954850, 954860, 954950, 955050, 955150, 955250, 955260, 955270, 955350, 955450, 955510, 955650, 955750, 955760, 955850, 955950, 956050, 956060, 956150 és 956160 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

— Bács-Kiskun megye 600150, 600850, 601550, 601650, 601660, 601750, 601850, 601950, 602050, 603250, 603750 és 603850 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

— Budapest 1 kódszámú, vadgazdálkodási tevékenységre nem alkalmas területe,

— Csongrád-Csanád megye 800150, 800160, 800250, 802220, 802260, 802310 és 802450 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

— Fejér megye 400150, 400250, 400351, 400352, 400450, 400550, 401150, 401250, 401350, 402050, 402350, 402360, 402850, 402950, 403050, 403450, 403550, 403650, 403750, 403950, 403960, 403970, 404650, 404750, 404850, 404950, 404960, 405050, 405750, 405850, 405950,

— 406050, 406150, 406550, 406650 és 406750 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

— Győr-Moson-Sopron megye 100550, 100650, 100950, 101050, 101350, 101450, 101550, 101560 és 102150 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

— Jász-Nagykun-Szolnok megye 750150, 750160, 750260, 750350, 750450, 750460, 754450, 754550, 754560, 754570, 754650, 754750, 754950, 755050, 755150, 755250, 755350 és 755450 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

— Komárom-Esztergom megye 250150, 250250, 250450, 250460, 250550, 250650, 250750, 251050, 251150, 251250, 251350, 251360, 251650, 251750, 251850, 252250, kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

— Pest megye 571550, 572150, 572250, 572350, 572550, 572650, 572750, 572850, 572950, 573150, 573250, 573260, 573350, 573360, 573450, 573850, 573950, 573960, 574050, 574150, 574350, 574360, 574550, 574650, 574750, 574850, 574860, 574950, 575050, 575150, 575250, 575350, 575550, 575650, 575750, 575850, 575950, 576050, 576150, 576250, 576350, 576450, 576650, 576750, 576850, 576950, 577050, 577150, 577350, 577450, 577650, 577850, 577950, 578050, 578150, 578250, 578350, 578360, 578450, 578550, 578560, 578650, 578850, 578950, 579050, 579150, 579250, 579350, 579450, 579460, 579550, 579650, 579750, 580250 és 580450 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe.

7. **Pologne**

Les zones réglementées I suivantes en Pologne:

w województwie kujawsko - pomorskim:

— powiat rypiński,

— powiat brodnicki,

— powiat grudziądzki,

— powiat miejski Grudziądz,

— powiat wąbrzeski,

w województwie warmińsko-mazurskim:

— gminy Wielbark i Rozogi w powiecie szczycieńskim,

w województwie podlaskim:

— gminy Wysokie Mazowieckie z miastem Wysokie Mazowieckie, Czyżew i część gminy Kulesze Kościelne położona na południe od linii wyznaczonej przez linię koleją w powiecie wysokomazowieckim,

▼M21

— gminy Miastkowo, Nowogród, Śniadowo i Zbójna w powiecie łomżyńskim,

— gminy Szumowo, Zambrów z miastem Zambrów i część gminy Kołaki Kościelne położona na południe od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie zambrowskim,

— gminy Grabowo, Kolno i miasto Kolno, Turośl w powiecie kolneńskim,

w województwie mazowieckim:

— powiat ostrołęcki,

— powiat miejski Ostrołęka,

— gminy Bielsk, Brudzeń Duży, Bulkowo, Drobin, Gąbin, Łąck, Nowy Duninów, Radzanowo, Słupno, Staroźreby i Stara Biała w powiecie płockim,

— powiat miejski Płock,

— powiat ciechanowski,

— gminy Baboszewo, Dzierzążnia, Joniec, Nowe Miasto, Płońsk i miasto Płońsk, Raciąż i miasto Raciąż, Sochocin w powiecie płońskim,

— powiat sierpecki,

— gmina Bieżuń, Lutocin, Siemiątkowo i Żuromin w powiecie żuromińskim,

— część powiatu ostrowskiego niewymieniona w części II załącznika I,

— gminy Dzieżgowo, Lipowiec Kościelny, Mława, Radzanów, Strzegowo, Stupsk, Szreńsk, Szydłowo, Wiśniewo w powiecie mławskim,

— powiat przasnyski,

— powiat makowski,

— powiat pułtuski,

— część powiatu wyszkowskiego niewymieniona w części II załącznika I,

— część powiatu węgrowskiego niewymieniona w części II załącznika I,

— część powiatu wołomińskiego niewymieniona w części II załącznika I,

— gminy Mokobody i Suchożebry w powiecie siedleckim,

— gminy Dobre, Jakubów, Kałuszyn, Stanisławów w powiecie mińskim,

— gminy Bielany i gmina wiejska Sokołów Podlaski w powiecie sokołowskim,

— powiat gostyniński,

w województwie podkarpackim:

— powiat jasielski,

— powiat strzyżowski,

— część powiatu ropczycko – sędziszowskiego niewymieniona w części I i II załącznika I,

— gminy Pruchnik, Rokietnica, Roźwienica, w powiecie jarosławskim,

— gminy Fredropol, Krasiczyn, Krzywcza, Medyka, Orły, Żurawica, Przemyśl w powiecie przemyskim,

— powiat miejski Przemyśl,

— gminy Gać, Jawornik Polski, Kańczuga, część gminy Zarzecze położona na południe od linii wyznaczonej przez rzekę Mleczka w powiecie przeworskim,

— powiat łańcucki,

— gminy Trzebownisko, Głogów Małopolski, część gminy Świlcza położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 94 i część gminy Sokołów Małopolski położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 875 w powiecie rzeszowskim,

▼M21

— gmina Raniżów w powiecie kolbuszowskim,

— gminy Brzostek, Jodłowa, miasto Dębica, część gminy wiejskiej Dębica położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr A4 w powiecie dębickim,

w województwie świętokrzyskim:

— gminy Nowy Korczyn, Solec–Zdrój, Wiślica, część gminy Busko Zdrój położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Siedlawy-Szaniec-Podgaje-Kołaczkowice w powiecie buskim,

— powiat kazimierski,

— powiat skarżyski,

— część powiatu opatowskiego niewymieniona w części II załącznika I,

— część powiatu sandomierskiego niewymieniona w części II załącznika I,

— gminy Bogoria, Osiek, Staszów i część gminy Rytwiany położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 764, część gminy Szydłów położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 756 w powiecie staszowskim,

— gminy Pawłów, Wąchock, część gminy Brody położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 9 oraz na południowy - zachód od linii wyznaczonej przez drogi: nr 0618T biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania w miejscowości Lipie, drogę biegnącą od miejscowości Lipie do wschodniej granicy gminy i część gminy Mirzec położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 744 biegnącą od południowej granicy gminy do miejscowości Tychów Stary a następnie przez drogę nr 0566T biegnącą od miejscowości Tychów Stary w kierunku północno - wschodnim do granicy gminy w powiecie starachowickim,

— powiat ostrowiecki,

— gminy Fałków, Ruda Maleniecka, Radoszyce, Smyków, część gminy Końskie położona na zachód od linii kolejowej, część gminy Stąporków położona na południe od linii kolejowej w powiecie koneckim,

— gminy Bodzentyn, Bieliny, Łagów, Nowa Słupia, część gminy Raków położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogi nr 756 i 764, w powiecie kieleckim,

— gminy Działoszyce, Michałów, Pińczów, Złota w powiecie pińczowskim,

— gminy Imielno, Jędrzejów, Nagłowice, Sędziszów, Słupia, Wodzisław w powiecie jędrzejowskim,

— gminy Moskorzew, Radków, Secemin w powiecie włoszczowskim,

w województwie łódzkim:

— gminy Łyszkowice, Kocierzew Południowy, Kiernozia, Chąśno, Nieborów, część gminy wiejskiej Łowicz położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 92 biegnącej od granicy miasta Łowicz do zachodniej granicy gminy oraz część gminy wiejskiej Łowicz położona na wschód od granicy miasta Łowicz i na północ od granicy gminy Nieborów w powiecie łowickim,

— gminy Cielądz, Rawa Mazowiecka z miastem Rawa Mazowiecka w powiecie rawskim,

— gminy Bolimów, Głuchów, Godzianów, Lipce Reymontowskie, Maków, Nowy Kawęczyn, Skierniewice, Słupia w powiecie skierniewickim,

— powiat miejski Skierniewice,

— gminy Mniszków, Paradyż, Sławno i Żarnów w powiecie opoczyńskim,

— powiat tomaszowski,

— powiat brzeziński,

— powiat łaski,

— powiat miejski Łódź,

— powat łódzki wschodni,

▼**M21**

— powiat pabianicki,

— powiat wieruszowski,

— gminy Aleksandrów Łódzki, Stryków, miasto Zgierz w powiecie zgierskim,

— gminy Bełchatów z miastem Bełchatów, Drużbice, Kluki, Rusiec, Szczerców, Zelów w powiecie bełchatowskim,

— powiat wieluński,

— powiat sieradzki,

— powiat zduńskowolski,

— gminy Aleksandrów, Czarnocin, Grabica, Moszczenica, Ręczno, Sulejów, Wola Krzysztoporska, Wolbórz w powiecie piotrkowskim,

— powiat miejski Piotrków Trybunalski,

— gminy Masłowice, Przedbórz, Wielgomłyny i Żytno w powiecie radomszczańskim,

w województwie śląskim:

— gmina Koniecpol w powiecie częstochowskim,

w województwie pomorskim:

— gminy Ostaszewo, miasto Krynica Morska oraz część gminy Nowy Dwór Gdański położona na południowy - zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 55 biegnącą od południowej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 7, następnie przez drogę nr 7 i S7 biegnącą do zachodniej granicy gminy w powiecie nowodworskim,

— gminy Lichnowy, Miłoradz, Nowy Staw, Malbork z miastem Malbork w powiecie malborskim,

— gminy Mikołajki Pomorskie, Stary Targ i Sztum w powiecie sztumskim,

— powiat gdański,

— Miasto Gdańsk,

— powiat tczewski,

— powiat kwidzyński,

w województwie lubuskim:

— gmina Lubiszyn w powiecie gorzowskim,

— gmina Dobiegniew w powiecie strzelecko – drezdeneckim,

w województwie dolnośląskim:

— gminy Dobroszyce, Dziadowa Kłoda, Międzybórz, Syców, Twardogóra, część gminy wiejskiej Oleśnica położona na północ od linii wyznaczonej przez droge nr S8 w powiecie oleśnickim,

— gminy Jordanów Śląski, Kąty Wrocławskie, Kobierzyce, Mietków, Sobótka, część gminy Długołęka położona na północ od linii wyznaczonej przez droge nr S8, część gminy Żórawina położona na zachód od linii wyznaczonej przez autostradę A4 w powiecie wrocławskim,

— część gminy Domaniów położona na południowy zachód od linii wyznaczonej przez autostradę A4 w powiecie oławskim,

— gmina Wiązów w powiecie strzelińskim,

— część powiatu średzkiego niewymieniona w części II załącznika I,

— miasto Świeradów Zdrój w powiecie lubańskim,

— gmina Krotoszyce w powiecie legnickim,

— gminay Pielgrzymka, Świerzawa, Złotoryja z miastem Złotoryja, miasto Wojcieszów w powiecie złotoryjskim,

▼M21

— powiat lwówecki,

— część powiatu trzebnickiego niewymieniona w części II i III załącznika I,

— część powiatu wołowskiego niewymieniona w części III załącznika I,

— gminy Jawor, Męcinka, Mściwojów, Paszowice w powiecie jaworskim,

— gminy Dobromierz, Strzegom, Żarów w powiecie świdnickim,

— gmina Krośnice w powiecie milickim,

w województwie wielkopolskim:

— gminy Koźmin Wielkopolski, Rozdrażew, miasto Sulmierzyce, część gminy Krotoszyn położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogi: nr 15 biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 36, nr 36 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 15 do skrzyżowana z drogą nr 444, nr 444 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 36 do południowej granicy gminy w powiecie krotoszyńskim,

— gminy Brodnica, Dolsk, Śrem w powiecie śremskim,

— gminy Borek Wielkopolski, Piaski, Pogorzela, w powiecie gostyńskim,

— gminy Granowo, Grodzisk Wielkopolski i część gminy Kamieniec położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 308 w powiecie grodziskim,

— gminy Czempiń, Kościan i miasto Kościan, część gminy Śmigiel położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr S5 w powiecie kościańskim,

— powiat miejski Poznań,

— gminy Buk, Dopiewo, Komorniki, Tarnowo Podgórne, Stęszew, Swarzędz, Pobiedziska, Czerwonak, Mosina, miasto Luboń, miasto Puszczykowo i część gminy Kórnik położona na zachód od linii wyznaczonych przez drogi: nr S11 biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 434 i drogę nr 434 biegnącą od tego skrzyżowania do południowej granicy gminy, część gminy Rokietnica położona na południowy zachód od linii kolejowej biegnącej od północnej granicy gminy w miejscowości Krzyszkowo do południowej granicy gminy w miejscowości Kiekrz oraz część gminy wiejskiej Murowana Goślina położona na południe od linii kolejowej biegnącej od północnej granicy miasta Murowana Goślina do północno-wschodniej granicy gminy w powiecie poznańskim,

— gmina Kiszkowo i część gminy Kłecko położona na zachód od rzeki Mała Wełna w powiecie gnieźnieńskim,

— powiat czarnkowsko-trzcianecki,

— gmina Kaźmierz, część gminy Duszniki położona na południowy – wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 306 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Duszniki, a następnie na południe od linii wyznaczonej przez ul. Niewierską oraz drogę biegnącą przez miejscowość Niewierz do zachodniej granicy gminy, część gminy Ostroróg położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 186 i 184 biegnące od granicy gminy do miejscowości Ostroróg, a następnie od miejscowości Ostroróg przez miejscowości Piaskowo – Rudki do południowej granicy gminy, część gminy Wronki położona na północ od linii wyznaczonej przez rzekę Wartę biegnącą od zachodniej granicy gminy do przecięcia z droga nr 182, a następnie na wschód od linii wyznaczonej przez drogi nr 182 oraz 184 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 182 do południowej granicy gminy, miasto Szamotuły i część gminy Szamotuły położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 306 i drogę łączącą miejscowości Lipnica - Ostroróg do linii wyznaczonej przez wschodnią granicę miasta Szamotuły i na południe od linii kolejowej biegnącej od południowej granicy miasta Szamotuły, do południowo-wschodniej granicy gminy oraz część gminy Obrzycko położona na zachód od drogi nr 185 łączącej miejscowości Gaj Mały, Słopanowo i Obrzycko do północnej granicy miasta Obrzycko, a następnie na zachód od drogi przebiegającej przez miejscowość Chraplewo w powiecie szamotulskim,

▼**M21**

— gmina Budzyń w powiecie chodzieskim,

— gminy Mieścisko, Skoki i Wągrowiec z miastem Wągrowiec w powiecie wągrowieckim,

— powiat pleszewski,

— gmina Zagórów w powiecie słupeckim,

— gmina Pyzdry w powiecie wrzesińskim,

— gminy Kotlin, Żerków i część gminy Jarocin położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogi nr S11 i 15 w powiecie jarocińskim,

— powiat ostrowski,

— powiat miejski Kalisz,

— gminy Blizanów, Brzeziny, Żelazków, Godziesze Wielkie, Koźminek, Lisków, Opatówek, Szczytniki, część gminy Stawiszyn położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 25 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Zbiersk, a następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Zbiersk – Łyczyn – Petryki biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 25 do południowej granicy gminy, część gminy Ceków- Kolonia położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Młynisko – Morawin - Janków w powiecie kaliskim,

— gminy Brudzew, Dobra, Kawęczyn, Przykona, Władysławów, Turek z miastem Turek część gminy Tuliszków położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 72 biegnącej od wschodniej granicy gminy do miasta Turek a następnie na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 443 biegnącej od skrzyżowania z drogą nr 72 w mieście Turek do zachodniej granicy gminy w powiecie tureckim,

— gminy Rzgów, Grodziec, Krzymów, Stare Miasto, część gminy Rychwał położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 25 biegnącą od południowej granicy gminy do miejscowości Rychwał, a następnie na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 443 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 25 w miejscowości Rychwał do wschodniej granicy gminy w powiecie konińskim,

— powiat kępiński,

— powiat ostrzeszowski,

w województwie opolskim:

— gminy Domaszowice, Pokój, część gminy Namysłów położona na północ od linii wyznaczonej przez linię kolejową biegnącą od wschodniej do zachodniej granicy gminy w powiecie namysłowskim,

— gminy Wołczyn, Kluczbork, Byczyna w powiecie kluczborskim,

— gminy Praszka, Gorzów Śląski część gminy Rudniki położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 42 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 43 i na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 43 biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 42 w powiecie oleskim,

— gminy Grodków, Lewin Brzeski, Olszanka, miasto Brzeg, część gminy Skarbimierz położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 39 w powiecie brzeskim,

— gmina Popielów w powiecie opolskim,

w województwie zachodniopomorskim:

— gminy Nowogródek Pomorski, Barlinek, Myślibórz, część gminy Dębno położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 126 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 23 w miejscowości Dębno, następnie na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 23 do skrzyżowania z ul. Jana Pawła II w miejscowości Cychry, następnie na północ od ul. Jana Pawła II do skrzyżowania z ul. Ogrodową i dalej na północ od linii wyznaczonej przez ul. Ogrodową, której przedłużenie biegnie do wschodniej granicy gminy w powiecie myśliborskim,

▼**M21**

— gmina Stare Czarnowo w powiecie gryfińskim,

— gmina Bielice, Kozielice, Pyrzyce w powiecie pyrzyckim,

— gminy Bierzwnik, Krzęcin, Pełczyce w powiecie choszczeńskim,

— część powiatu miejskiego Szczecin położona na zachód od linii wyznaczonej przez rzekę Odra Zachodnia biegnącą od północnej granicy gminy do przecięcia z drogą nr 10, następnie na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 10 biegnącą od przecięcia z linią wyznaczoną przez rzekę Odra Zachodnia do wschodniej granicy gminy,

— gminy Dobra (Szczecińska), Kołbaskowo, Police w powiecie policki,

w województwie małopolskim:

— powiat brzeski,

— powiat gorlicki,

— powiat proszowicki,

— powiat nowosądecki,

— powiat miejski Nowy Sącz,

— część powiatu dąbrowskiego niewymieniona w części III załącznika I,

— część powiatu tarnowskiego niewymieniona w części III załącznika I.

8. **Slovaquie**

The following restricted zones I in Slovakia:

— in the district of Nové Zámky: Mužla, Obid, Štúrovo, Nána, Kamenica nad Hronom, Chľaba, Leľa, Bajtava, Salka, Malé Kosihy, Kolta, Jasová, Dubník, Rúbaň, Strekov,

— in the district of Komárno: Bátorové Kosihy, Búč, Kravany nad Dunajom,

— in the district of Veľký Krtíš, the municipalities of Ipeľské Predmostie, Veľká nad Ipľom, Hrušov, Kleňany, Sečianky,

— in the district of Levice, the municipalities of Ipeľské Úľany, Plášťovce, Dolné Túrovce, Stredné Túrovce, Šahy, Tešmak, Pastovce, Zalaba, Malé Ludince, Hronovce, Nýrovce, Želiezovce, Málaš, Čaka,

— the whole district of Krupina, except municipalities included in part II,

— the whole district of Banska Bystrica, except municipalities included in part II,

— in the district of Liptovsky Mikulas – municipalities of Pribylina, Jamník, Svatý Štefan, Konská, Jakubovany, Liptovský Ondrej, Beňadiková, Vavrišovo, Liptovská Kokava, Liptovský Peter, Dovalovo, Hybe, Liptovský Hrádok, Liptovský Ján, Uhorská Ves, Podtureň, Závažná Poruba, Liptovský Mikuláš, Pavčina Lehota, Demänovská Dolina, Gôtovany, Galovany, Svätý Kríž, Lazisko, Dúbrava, Malatíny, Liptovské Vlachy, Liptovské Kľačany, Partizánska Ľupča, Kráľovská Ľubeľa, Zemianska Ľubeľa, Východná – a part of municipality north from the highway D1,

— in the district of Ružomberok, the municipalities of Liptovská Lužná, Liptovská Osada, Podsuchá, Ludrová, Štiavnička, Liptovská Štiavnica, Nižný Sliač, Liptovské Sliače,

— the whole district of Banska Stiavnica,

— the whole district of Žiar nad Hronom.

PARTIE II

1. **Bulgarie**

Les zones réglementées II suivantes en Bulgarie:

— the whole region of Haskovo,

— the whole region of Yambol,

▼**M21**

— the whole region of Stara Zagora,

— the whole region of Pernik,

— the whole region of Kyustendil,

— the whole region of Plovdiv, excluding the areas in Part III,

— the whole region of Pazardzhik, excluding the areas in Part III,

— the whole region of Smolyan,

— the whole region of Dobrich,

— the whole region of Sofia city,

— the whole region of Sofia Province,

— the whole region of Blagoevgrad,

— the whole region of Razgrad,

— the whole region of Kardzhali,

— the whole region of Burgas excluding the areas in Part III,

— the whole region of Varna excluding the areas in Part III,

— the whole region of Silistra, excluding the areas in Part III,

— the whole region of Ruse, excluding the areas in Part III,

— the whole region of Veliko Tarnovo, excluding the areas in Part III,

— the whole region of Pleven, excluding the areas in Part III,

— the whole region of Targovishte, excluding the areas in Part III,

— the whole region of Shumen, excluding the areas in Part III,

— the whole region of Sliven, excluding the areas in Part III,

— the whole region of Vidin, excluding the areas in Part III.

2. **Allemagne**

Les zones réglementées II suivantes en Allemagne:

Bundesland Brandenburg:

— Landkreis Oder-Spree:

— Gemeinde Grunow-Dammendorf,

— Gemeinde Mixdorf

— Gemeinde Schlaubetal,

— Gemeinde Neuzelle,

— Gemeinde Neißemünde,

— Gemeinde Lawitz,

— Gemeinde Eisenhüttenstadt,

— Gemeinde Vogelsang,

— Gemeinde Ziltendorf,

— Gemeinde Wiesenau,

— Gemeinde Friedland,

— Gemeinde Siehdichum,

— Gemeinde Müllrose,

— Gemeinde Briesen,

— Gemeinde Jacobsdorf

▼**M21**

— Gemeinde Groß Lindow,

— Gemeinde Brieskow-Finkenheerd,

— Gemeinde Ragow-Merz,

— Gemeinde Beeskow,

— Gemeinde Rietz-Neuendorf,

— Gemeinde Tauche mit den Gemarkungen Stremmen, Ranzig, Trebatsch, Sabrodt, Sawall, Mitweide, Lindenberg, Falkenberg (T), Görsdorf (B), Wulfersdorf, Giesensdorf, Briescht, Kossenblatt und Tauche,

— Gemeinde Langewahl,

— Gemeinde Berkenbrück,

— Gemeinde Steinhöfel mit den Gemarkungen Arensdorf und Demitz und den Gemarkungen Steinhöfel, Hasenfelde und Heinersdorf östlich der L 36 und der Gemarkung Neuendorf im Sande südlich der L36,

— Gemeinde Fürstenwalde östlich der B 168 und südlich der L36,

— Gemeinde Diensdorf-Radlow,

— Gemeinde Wendisch Rietz östlich des Scharmützelsees und nördlich der B 246,

— Gemeinde Bad Saarow mit der Gemarkung Neu Golm und der Gemarkung Bad Saarow-Pieskow östlich des Scharmützelsees und ab nördlicher Spitze östlich der L35,

— Landkreis Dahme-Spreewald:

— Gemeinde Jamlitz,

— Gemeinde Lieberose,

— Gemeinde Schwielochsee mit den Gemarkungen Goyatz, Jessern, Lamsfeld, Ressen, Speichrow und Zaue,

— Landkreis Spree-Neiße:

— Gemeinde Schenkendöbern,

— Gemeinde Guben,

— Gemeinde Jänschwalde,

— Gemeinde Tauer,

— Gemeinde Teichland mit der Gemarkung Bärenbrück,

— Gemeinde Heinersbrück,

— Gemeinde Forst,

— Gemeinde Groß Schacksdorf-Simmersdorf,

— Gemeinde Neiße-Malxetal,

— Gemeinde Jämlitz-Klein Düben,

— Gemeinde Tschernitz,

— Gemeinde Döbern,

— Gemeinde Felixsee,

— Gemeinde Wiesengrund,

— Gemeinde Spremberg mit den Gemarkungen Groß Luja, Türkendorf, Graustein, Waldesdorf, Hornow, Schönheide und Liskau,

— Gemeinde Neuhausen/Spree mit den Gemarkungen Kahsel, Drieschnitz, Gablenz, Komptendorf und Sergen,

▼**M21**

— Landkreis Märkisch-Oderland:

— Gemeinde Bleyen-Genschmar,

— Gemeinde Neuhardenberg,

— Gemeinde Golzow,

— Gemeinde Küstriner Vorland,

— Gemeinde Alt Tucheband,

— Gemeinde Reitwein,

— Gemeinde Podelzig,

— Gemeinde Gusow-Platkow,

— Gemeinde Seelow,

— Gemeinde Vierlinden,

— Gemeinde Lindendorf,

— Gemeinde Fichtenhöhe,

— Gemeinde Lietzen,

— Gemeinde Falkenhagen (Mark),

— Gemeinde Zeschdorf,

— Gemeinde Treplin,

— Gemeinde Lebus,

— Gemeinde Müncheberg mit den Gemarkungen Jahnsfelde, Trebnitz, Obersdorf, Münchehofe und Hermersdorf,

— Gemeinde Märkische Höhe mit der Gemarkung Ringenwalde,

— Gemeinde Bliesdorf mit der Gemarkung Metzdorf und Gemeinde Bliesdorf – östlich der B167 *bis* östlicher Teil, begrenzt aus Richtung Gemarkungsgrenze Neutrebbin südlich der Bahnlinie bis Straße «Sophienhof» dieser westlich folgend bis «Ruesterchegraben» weiter entlang Feldweg an den Windrädern Richtung «Herrnhof», weiter entlang «Letschiner Hauptgraben» nord-östlich bis Gemarkungsgrenze Alttrebbin und Kunersdorf – östlich der B167,

— Gemeinde Bad Freienwalde mit den Gemarkungen Altglietzen, Altranft, Bad Freienwalde, Bralitz, Hohenwutzen, Schiffmühle, Hohensaaten und Neuenhagen,

— Gemeinde Falkenberg mit der Gemarkung Falkenberg östlich der L35,

— Gemeinde Oderaue,

— Gemeinde Wriezen mit den Gemarkungen Altwriezen, Jäckelsbruch, Neugaul, Beauregard, Eichwerder, Rathsdorf – östlich der B167 und Wriezen – östlich der B167,

— Gemeinde Neulewin,

— Gemeinde Neutrebbin,

— Gemeinde Letschin,

— Gemeinde Zechin,

— Landkreis Barnim:

— Gemeinde Lunow-Stolzenhagen,

— Gemeinde Parsteinsee,

— Gemeinde Oderberg,

— Gemeinde Liepe,

▼**M21**

— Gemeinde Hohenfinow (nördlich der B167),

— Gemeinde Niederfinow,

— Gemeinde (Stadt) Eberswalde mit den Gemarkungen Eberswalde nördlich der B167 und östlich der L200, Sommerfelde und Tornow nördlich der B167,

— Gemeinde Chorin mit den Gemarkungen Brodowin, Chorin östlich der L200, Serwest, Neuehütte, Sandkrug östlich der L200,

— Gemeinde Ziethen mit der Gemarkung Klein Ziethen östlich der Serwester Dorfstraße und östlich der B198,

— Landkreis Uckermark:

— Gemeinde Angermünde mit den Gemarkungen Crussow, Stolpe, Gellmersdorf, Neukünkendorf, Bölkendorf, Herzsprung, Schmargendorf und den Gemarkungen Angermünde südlich und südöstlich der B2 und Dobberzin südlich der B2,

— Gemeinde Schwedt mit den Gemarkungen Criewen, Zützen, Schwedt, Stendell, Kummerow, Kunow, Vierraden, Blumenhagen, Oderbruchwiesen, Enkelsee, Gatow, Hohenfelde, Schöneberg, Flemsdorf und der Gemarkung Felchow östlich der B2,

— Gemeinde Pinnow südlich und östlich der B2,

— Gemeinde Berkholz-Meyenburg,

— Gemeinde Mark Landin mit der Gemarkung Landin südlich der B2,

— Gemeinde Casekow mit der Gemarkung Woltersdorf und den Gemarkungen Biesendahlshof und Casekow östlich der L272 und südlich der L27,

— Gemeinde Hohenselchow-Groß Pinnow mit der Gemarkung Groß Pinnow und der Gemarkung Hohenselchow südlich der L27,

— Gemeinde Gartz (Oder) mit der Gemarkung Friedrichsthal und den Gemarkungen Gartz und Hohenreinkendorf südlich der L27 und B2 *bis* Gartenstraße,

— Gemeinde Passow mit der Gemarkung Jamikow,

— Kreisfreie Stadt Frankfurt (Oder),

— Landkreis Prignitz:

— Gemeinde Berge,

— Gemeinde Pirow mit den Gemarkungen Hülsebeck, Pirow und Burow,

— Gemeinde Putlitz mit den Gemarkungen Sagast, Nettelbeck, Porep, Lütkendorf, Putlitz, Weitgendorf und Telschow,

— Gemeinde Marienfließ mit den Gemarkungen Jännersdorf, Stepenitz und Krempendorf,

Bundesland Sachsen:

— Landkreis Bautzen:

— Gemeinde Großdubrau,

— Gemeinde Hochkirch nördlich der B6,

— Gemeinde Königswartha östlich der B96,

— Gemeinde Kubschütz nördlich der B6,

— Gemeinde Laußnitz,

— Gemeinde Lohsa östlich der B96,

— Gemeinde Malschwitz,

— Gemeinde Neschwitz östlich der B96,

▼**M21**

— Gemeinde Ottendorf-Okrilla,

— Gemeinde Radibor östlich der B96,

— Gemeinde Spreetal östlich der B97,

— Gemeinde Stadt Bautzen östlich des Verlaufs der B96 *bis* Abzweig S 156 und nördlich des Verlaufs S 156 *bis* Abzweig B6 und nördlich des Verlaufs der B 6 *bis* zur östlichen Gemeindegrenze,

— Gemeinde Stadt Hoyerswerda südlich des Verlaufs der B97 *bis* Abzweig B96 und östlich des Verlaufs der B96 *bis* zur südlichen Gemeindegrenze,

— Gemeinde Stadt Königsbrück mit dem Ortsteil Röhrsdorf,

— Gemeinde Stadt Weißenberg,

— Gemeinde Stadt Wittichenau östlich der B96,

— Stadt Dresden:

— Stadtteile Gomlitz, Lausa/Friedersdorf, Marsdorf, Weixdorf,

— Landkreis Görlitz:

— Gemeinde Boxberg/O.L.,

— Gemeinde Gablenz,

— Gemeinde Groß Düben,

— Gemeinde Hähnichen,

— Gemeinde Hohendubrau,

— Gemeinde Horka,

— Gemeinde Kodersdorf,

— Gemeinde Königshain,

— Gemeinde Krauschwitz i.d. O.L.,

— Gemeinde Kreba-Neudorf,

— Gemeinde Markersdorf,

— Gemeinde Mücka,

— Gemeinde Neißeaue,

— Gemeinde Quitzdorf am See,

— Gemeinde Rietschen,

— Gemeinde Rosenbach nördlich der S129,

— Gemeinde Schleife,

— Gemeinde Schönau-Berzdorf a. d. Eigen nördlich der S129,

— Gemeinde Schöpstal,

— Gemeinde Stadt Bad Muskau,

— Gemeinde Stadt Bernstadt a. d. Eigen nördlich der S129,

— Gemeinde Stadt Görlitz,

— Gemeinde Stadt Löbau nördlich der B 6 von der Kreisgrenze Bautzen bis zum Abzweig der S 129, auf der S129 *bis* Gemeindegrenze,

— Gemeinde Stadt Niesky,

— Gemeinde Stadt Ostritz nördlich der S129 und K8616,

— Gemeinde Stadt Reichenbach/O.L.,

— Gemeinde Stadt Rothenburg/O.L.,

▼**M21**

— Gemeinde Stadt Weißwasser/O.L.,

— Gemeinde Trebendorf,

— Gemeinde Vierkirchen,

— Gemeinde Waldhufen,

— Gemeinde Weißkeißel,

— Landkreis Meißen:

— Gemeinde Ebersbach,

— Gemeinde Lampertswalde mit den Ortsteilen Lampertswalde, Mühlbach, Quersa, Schönborn,

— Gemeinde Moritzburg,

— Gemeinde Schönfeld,

— Gemeinde Stadt Coswig nördlich der S80 und östlich der S81,

— Gemeinde Stadt Radeburg,

— Gemeinde Thiendorf,

— Gemeinde Weinböhla östlich der S81.

Bundesland Mecklenburg-Vorpommern:

— Landkreis Ludwigslust-Parchim:

— Gemeinde Brunow mit den Ortsteilen und Ortslagen: Bauerkuhl,

— Brunow (bei Ludwigslust), Klüß, Löcknitz (bei Parchim),

— Gemeinde Dambeck mit dem Ortsteil und der Ortslage:

— Dambeck (bei Ludwigslust),

— Gemeinde Ganzlin mit den Ortsteilen und Ortslagen: Barackendorf, Hof Retzow, Klein Damerow, Retzow, Wangelin,

— Gemeinde Gehlsbach mit den Ortsteilen und Ortslagen: Ausbau Darß, Darß, Hof Karbow, Karbow, Karbow-Ausbau, Quaßlin, Quaßlin Hof, Quaßliner Mühle, Vietlübbe, Wahlstorf

— Gemeinde Groß Godems mit den Ortsteilen und Ortslagen:

— Groß Godems, Klein Godems,

— Gemeinde Karrenzin mit den Ortsteilen und Ortslagen: Herzfeld, Karrenzin, Karrenzin-Ausbau, Neu Herzfeld, Repzin, Wulfsahl,

— Gemeinde Kreien mit den Ortsteilen und Ortslagen: Ausbau Kreien,

— Hof Kreien, Kolonie Kreien, Kreien, Wilsen,

— Gemeinde Kritzow mit dem Ortsteil und der Ortslage: Benzin,

— Gemeinde Lübz mit den Ortsteilen und Ortslagen: Burow, Gischow, Meyerberg,

— Gemeinde Möllenbeck mit den Ortsteilen und Ortslagen: Carlshof, Horst, Menzendorf, Möllenbeck,

— Gemeinde Parchim mit dem Ortsteil und Ortslage: Slate,

— Gemeinde Rom mit dem Ortsteil und Ortslage: Klein Niendorf,

— Gemeinde Ruhner Berge mit den Ortsteilen und Ortslagen: Dorf Poltnitz, Drenkow, Griebow, Jarchow, Leppin, Malow, Malower Mühle, Marnitz, Mentin, Mooster, Poitendorf, Poltnitz, Suckow, Tessenow, Zachow,

▼M21

— Gemeinde Siggelkow mit den Ortsteilen und Ortslagen: Groß Pankow, Klein Pankow, Neuburg, Redlin, Siggelkow,

— Gemeinde Ziegendorf mit den Ortsteilen und Ortslagen: Drefahl, Meierstorf, Neu Drefahl, Pampin, Platschow, Stresendorf, Ziegendorf.

3. **Estonie**

Les zones réglementées II suivantes en Estonie:

— Eesti Vabariik (välja arvatud Hiiu maakond).

4. **Lettonie**

Les zones réglementées II suivantes en Lettonie:

— Aizkraukles novads,

— Alūksnes novads,

— Augšdaugavas novads,

— Ādažu novads,

— Balvu novads,

— Bauskas novads,

— Cēsu novads,

— Dienvidkurzemes novada Aizputes, Cīravas, Lažas, Kalvenes, Kazdangas, Durbes, Dunalkas, Tadaiķu, Vecpils, Bārtas, Sakas, Bunkas, Priekules, Gramzdas, Kalētu, Virgas, Dunikas, Embūtes, Vaiņodes, Gaviezes, Rucavas pagasts, Nīcas pagasta daļa uz dienvidiem no apdzīvotas vietas Bernāti, autoceļa V1232, A11, V1222, Bārtas upes, Aizputes, Durbes, Pāvilostas, Priekules pilsēta,

— Dobeles novads,

— Gulbenes novads,

— Jelgavas novads,

— Jēkabpils novads,

— Krāslavas novads,

— Kuldīgas novads,

— Ķekavas novads,

— Limbažu novads,

— Līvānu novads,

— Ludzas novads,

— Madonas novads,

— Mārupes novads,

— Ogres novads,

— Olaines novads,

— Preiļu novads,

— Rēzeknes novads,

— Ropažu novada Garkalnes, Ropažu pagasts, Stopiņu pagasta daļa, kas atrodas uz austrumiem no autoceļa V36, P4 un P5, Acones ielas, Dauguļupes ielas un Dauguļupītes, Vangažu pilsēta,

— Salaspils novads,

— Saldus novads,

— Saulkrastu novads,

▼**M21**

— Siguldas novads,

— Smiltenes novads,

— Talsu novads,

— Tukuma novads,

— Valkas novads,

— Valmieras novads,

— Varakļānu novads,

— Ventspils novads,

— Daugavpils valstspilsētas pašvaldība,

— Jelgavas valstspilsētas pašvaldība,

— Jūrmalas valstspilsētas pašvaldība,

— Rēzeknes valstspilsētas pašvaldība.

5. **Lituanie**

Les zones réglementées II suivantes en Lituanie:

— Alytaus miesto savivaldybė,

— Alytaus rajono savivaldybė,

— Anykščių rajono savivaldybė,

— Akmenės rajono savivaldybė,

— Birštono savivaldybė,

— Biržų miesto savivaldybė,

— Biržų rajono savivaldybė,

— Druskininkų savivaldybė,

— Elektrėnų savivaldybė,

— Ignalinos rajono savivaldybė,

— Jonavos rajono savivaldybė,

— Joniškio rajono savivaldybė,

— Jurbarko rajono savivaldybė,

— Kaišiadorių rajono savivaldybė,

— Kalvarijos savivaldybė,

— Kauno miesto savivaldybė,

— Kauno rajono savivaldybė,

— Kazlų rūdos savivaldybė,

— Kelmės rajono savivaldybė,

— Kėdainių rajono savivaldybė,

— Klaipėdos rajono savivaldybė: Judrėnų, Endriejavo ir Veiviržėnų seniūnijos,

— Kupiškio rajono savivaldybė,

— Kretingos rajono savivaldybė,

— Lazdijų rajono savivaldybė,

— Marijampolės savivaldybė,

— Mažeikių rajono savivaldybė,

— Molėtų rajono savivaldybė,

▼**M21**

— Pagėgių savivaldybė,

— Pakruojo rajono savivaldybė,

— Panevėžio rajono savivaldybė,

— Panevėžio miesto savivaldybė,

— Pasvalio rajono savivaldybė,

— Radviliškio rajono savivaldybė,

— Rietavo savivaldybė,

— Prienų rajono savivaldybė,

— Plungės rajono savivaldybė,

— Raseinių rajono savivaldybė,

— Rokiškio rajono savivaldybė,

— Skuodo rajono savivaldybės,

— Šakių rajono savivaldybė,

— Šalčininkų rajono savivaldybė,

— Šiaulių miesto savivaldybė,

— Šiaulių rajono savivaldybė,

— Šilutės rajono savivaldybė,

— Širvintų rajono savivaldybė,

— Šilalės rajono savivaldybė,

— Švenčionių rajono savivaldybė,

— Tauragės rajono savivaldybė,

— Telšių rajono savivaldybė,

— Trakų rajono savivaldybė,

— Ukmergės rajono savivaldybė,

— Utenos rajono savivaldybė,

— Varėnos rajono savivaldybė,

— Vilniaus miesto savivaldybė,

— Vilniaus rajono savivaldybė,

— Vilkaviškio rajono savivaldybė,

— Visagino savivaldybė,

— Zarasų rajono savivaldybė.

6. **Hongrie**

Les zones réglementées II suivantes en Hongrie:

— Békés megye 950150, 950250, 950350, 950450, 950550, 950650, 950660, 950750, 950850, 950860, 951050, 951150, 951250, 951260, 951350, 951450, 951460, 951550, 951650, 951750, 952150, 952250, 952350, 952450, 952550, 952650, 953250, 953260, 953270, 953350, 953450, 953550, 953560, 953950, 954050, 954060, 954150, 956250, 956350, 956450, 956550, 956650 és 956750 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

— Borsod-Abaúj-Zemplén megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe,

— Fejér megye 403150, 403160, 403250, 403260, 403350, 404250, 404550, 404560, 404570, 405450, 405550, 405650, 406450 és 407050 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

▼M21

— Hajdú-Bihar megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe,

— Heves megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe,

— Jász-Nagykun-Szolnok megye 750250, 750550, 750650, 750750, 750850, 750970, 750980, 751050, 751150, 751160, 751250, 751260, 751350, 751360, 751450, 751460, 751470, 751550, 751650, 751750, 751850, 751950, 752150, 752250, 752350, 752450, 752460, 752550, 752560, 752650, 752750, 752850, 752950, 753060, 753070, 753150, 753250, 753310, 753450, 753550, 753650, 753660, 753750, 753850, 753950, 753960, 754050, 754150, 754250, 754360, 754370, 754850, 755550, 755650 és 755750 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

— Komárom-Esztergom megye: 250350, 250850, 250950, 251450, 251550, 251950, 252050, 252150, 252350, 252450, 252460, 252550, 252650, 252750, 252850, 252860, 252950, 252960, 253050, 253150, 253250, 253350, 253450 és 253550 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

— Nógrád megye valamennyi vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

— Pest megye 570150, 570250, 570350, 570450, 570550, 570650, 570750, 570850, 570950, 571050, 571150, 571250, 571350, 571650, 571750, 571760, 571850, 571950, 572050, 573550, 573650, 574250, 577250, 580050 és 580150 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

— Szabolcs-Szatmár-Bereg megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe.

7. **Pologne**

Les zones réglementées II suivantes en Pologne:

w województwie warmińsko-mazurskim:

— gminy Kalinowo, Stare Juchy, Prostki oraz gmina wiejska Ełk w powiecie ełckim,

— powiat elbląski,

— powiat miejski Elbląg,

— powiat gołdapski,

— powiat piski,

— powiat bartoszycki,

— powiat olecki,

— powiat giżycki,

— powiat braniewski,

— powiat kętrzyński,

— powiat lidzbarski,

— gminy Jedwabno, Szczytno i miasto Szczytno i Świętajno w powiecie szczycieńskim,

— powiat mrągowski,

— powiat węgorzewski,

— gminy Dobre Miasto, Dywity, Świątki, Jonkowo, Gietrzwałd, Olsztynek, Stawiguda, Jeziorany, Kolno, część gminy Biskupiec położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 57 w powiecie olsztyńskim,

— powiat miejski Olsztyn,

— powiat nidzicki,

▼**M21**

— gminy Kisielice, Susz, Zalewo w powiecie iławskim,

— część powiatu ostródzkiego niewymieniona w części III załącznika I,

w województwie podlaskim:

— powiat bielski,

— powiat grajewski,

— powiat moniecki,

— powiat sejneński,

— gminy Łomża, Piątnica, Jedwabne, Przytuły i Wizna w powiecie łomżyńskim,

— powiat miejski Łomża,

— powiat siemiatycki,

— powiat hajnowski,

— gminy Ciechanowiec, Klukowo, Szepietowo, Kobylin-Borzymy, Nowe Piekuty, Sokoły i część gminy Kulesze Kościelne położona na północ od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie wysokomazowieckim,

— gmina Rutki i część gminy Kołaki Kościelne położona na północ od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie zambrowskim,

— gminy Mały Płock i Stawiski w powiecie kolneńskim,

— powiat białostocki,

— powiat suwalski,

— powiat miejski Suwałki,

— powiat augustowski,

— powiat sokólski,

— powiat miejski Białystok,

w województwie mazowieckim:

— gminy Domanice, Korczew, Kotuń, Mordy, Paprotnia, Przesmyki, Siedlce, Skórzec, Wiśniew, Wodynie, Zbuczyn w powiecie siedleckim,

— powiat miejski Siedlce,

— gminy Ceranów, Jabłonna Lacka, Kosów Lacki, Repki, Sabnie, Sterdyń w powiecie sokołowskim,

— powiat łosicki,

— powiat sochaczewski,

— powiat zwoleński,

— powiat kozienicki,

— powiat lipski,

— powiat radomski

— powiat miejski Radom,

— powiat szydłowiecki,

— gminy Lubowidz i Kuczbork Osada w powiecie żuromińskim,

— gmina Wieczfnia Kościelna w powicie mławskim,

— gminy Bodzanów, Słubice, Wyszogród i Mała Wieś w powiecie płockim,

▼M21

— powiat nowodworski,

— gminy Czerwińsk nad Wisłą, Naruszewo, Załuski w powiecie płońskim,

— gminy: miasto Kobyłka, miasto Marki, miasto Ząbki, miasto Zielonka, część gminy Tłuszcz ograniczona liniami kolejowymi: na północ od linii kolejowej biegnącej od wschodniej granicy gminy do miasta Tłuszcz oraz na wschód od linii kolejowej biegnącej od północnej granicy gminy do miasta Tłuszcz, część gminy Jadów położona na północ od linii kolejowej biegnącej od wschodniej do zachodniej granicy gminy w powiecie wołomińskim,

— powiat garwoliński,

— gminy Boguty – Pianki, Brok, Zaręby Kościelne, Nur, Małkinia Górna, część gminy Wąsewo położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 60, część gminy wiejskiej Ostrów Mazowiecka położona na południe od miasta Ostrów Mazowiecka i na południe od linii wyznaczonej przez drogę 60 biegnącą od zachodniej granicy miasta Ostrów Mazowiecka do zachodniej granicy gminy w powiecie ostrowskim,

— część gminy Sadowne położona na północny- zachód od linii wyznaczonej przez linię kolejową, część gminy Łochów położona na północny – zachód od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie węgrowskim,

— gminy Brańszczyk, Długosiodło, Rząśnik, Wyszków, część gminy Zabrodzie położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr S8 w powiecie wyszkowskim,

— gminy Cegłów, Dębe Wielkie, Halinów, Latowicz, Mińsk Mazowiecki i miasto Mińsk Mazowiecki, Mrozy, Siennica, miasto Sulejówek w powiecie mińskim,

— powiat otwocki,

— powiat warszawski zachodni,

— powiat legionowski,

— powiat piaseczyński,

— powiat pruszkowski,

— powiat grójecki,

— powiat grodziski,

— powiat żyrardowski,

— powiat białobrzeski,

— powiat przysuski,

— powiat miejski Warszawa,

w województwie lubelskim:

— powiat bialski,

— powiat miejski Biała Podlaska,

— gminy Batorz, Godziszów, Janów Lubelski, Modliborzyce w powiecie janowskim,

— powiat puławski,

— powiat rycki,

— powiat łukowski,

— powiat lubelski,

— powiat miejski Lublin,

— powiat lubartowski,

▼**M21**

— powiat łęczyński,

— powiat świdnicki,

— gminy Aleksandrów, Biszcza, Józefów, Księżpol, Łukowa, Obsza, Potok Górny, Tarnogród w powiecie biłgorajskim,

— gminy Dołhobyczów, Mircze, Trzeszczany, Uchanie i Werbkowice w powiecie hrubieszowskim,

— powiat krasnostawski,

— powiat chełmski,

— powiat miejski Chełm,

— powiat tomaszowski,

— część powiatu kraśnickiego niewymieniona w części III załącznika I,

— powiat opolski,

— powiat parczewski,

— powiat włodawski,

— powiat radzyński,

— powiat miejski Zamość,

— gminy Adamów, Grabowiec, Komarów – Osada, Krasnobród, Łabunie, Miączyn, Nielisz, Sitno, Skierbieszów, Stary Zamość, Zamość w powiecie zamojskim,

w województwie podkarpackim:

— część powiatu stalowowolskiego niewymieniona w części III załącznika I,

— gminy Cieszanów, Horyniec - Zdrój, Narol, Stary Dzików, Oleszyce, Lubaczów z miastem Lubaczów w powiecie lubaczowskim,

— gmina Stubno w powiecie przemyskim,

— gminy Chłopice, Jarosław z miastem Jarosław, Pawłosiów i Wiązownice w powiecie jarosławskim,

— gmina Kamień w powiecie rzeszowskim,

— gminy Cmolas, Dzikowiec, Kolbuszowa, Majdan Królewski i Niwiska powiecie kolbuszowskim,

— powiat leżajski,

— powiat niżański,

— powiat tarnobrzeski,

— gminy Adamówka, Sieniawa, Tryńcza, Przeworsk z miastem Przeworsk, Zarzecze w powiecie przeworskim,

— część gminy Sędziszów Małopolski położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr A4, część gminy Ostrów nie wymieniona w części III załącznika I w powiecie ropczycko – sędziszowskim,

w województwie pomorskim:

— gminy Dzierzgoń i Stary Dzierzgoń w powiecie sztumskim,

— gmina Stare Pole w powiecie malborskim,

— gminy Stegny, Sztutowo i część gminy Nowy Dwór Gdański położona na północny - wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 55 biegnącą od południowej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 7, następnie przez drogę nr 7 i S7 biegnącą do zachodniej granicy gminy w powiecie nowodworskim,

w województwie świętokrzyskim:

— gmina Tarłów i część gminy Ożarów położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 74 biegnącą od miejscowości Honorów do zachodniej granicy gminy w powiecie opatowskim,

▼**M21**

— część gminy Brody położona wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 9 i na północny - wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 0618T biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania w miejscowości Lipie oraz przez drogę biegnącą od miejscowości Lipie do wschodniej granicy gminy i część gminy Mirzec położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 744 biegnącą od południowej granicy gminy do miejscowości Tychów Stary a następnie przez drogę nr 0566T biegnącą od miejscowości Tychów Stary w kierunku północno – wschodnim do granicy gminy w powiecie starachowickim,

— gmina Gowarczów, część gminy Końskie położona na wschód od linii kolejowej, część gminy Stąporków położona na północ od linii kolejowej w powiecie koneckim,

— gminy Dwikozy i Zawichost w powiecie sandomierskim,

w województwie lubuskim:

— gminy Bogdaniec, Deszczno, Kłodawa, Kostrzyn nad Odrą, Santok, Witnica w powiecie gorzowskim,

— powiat miejski Gorzów Wielkopolski,

— gminy Drezdenko, Strzelce Krajeńskie, Stare Kurowo, Zwierzyn w powiecie strzelecko – drezdeneckim,

— powiat żarski,

— gmina Cybinka w powiecie słubickim,

— gminy Gozdnica i Wymiarki w powiecie żagańskim,

— powiat krośnieński,

— powiat zielonogórski

— powiat miejski Zielona Góra,

— część powiatu nowosolskiego niewymieniona w części III załącznika I,

w województwie dolnośląskim:

— powiat zgorzelecki,

— gminy Grębocice i Polkowice w powiecie polkowickim,

— część powiatu wołowskiego niewymieniona w części III załącznika I,

— powiat lubiński,

— gmina Malczyce, Miękinia, Środa Śląska, część gminy Kostomłoty położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr A4, część gminy Udanin położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr A4 w powiecie średzkim,

— gmina Wądroże Wielkie w powiecie jaworskim,

— powiat miejski Legnica,

— część powiatu legnickiego niewymieniona w części I i III załącznika I,

— gmina Oborniki Śląskie i część gminy Wisznia Mała położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr S5 w powiecie trzebnickim,

— gminy Leśna, Lubań i miasto Lubań, Olszyna, Platerówka, Siekierczyn w powiecie lubańskim,

— powiat miejki Wrocław,

— gminy Czernica, Siechnice, część gminy Długołęka położona na południe od linii wyznaczonej przez droge nr S8, część gminy Żórawina położona na wschód od linii wyznaczonej przez autostradę A4 w powiecie wrocławskim,

▼M21

— gminy Jelcz - Laskowice, Oława z miastem Oława i część gminy Domaniów położona na północny wschód od linii wyznaczonej przez autostradę A4 w powiecie oławskim,

— gmina Bierutów, miasto Oleśnica, część gminy wiejskiej Oleśnica położona na południe od linii wyznaczonej przez droge nr S8 w powiecie oleśnickim,

— gmina Cieszków, część gminy Milicz położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 15 biegnącej od północnej granicy gminy do południowej granicy gminy w miejcowości Lasowice w powiecie milickim,

w województwie wielkopolskim:

— powiat wolsztyński,

— gmina Wielichowo, Rakoniewice część gminy Kamieniec położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 308 w powiecie grodziskim,

— gminy Lipno, Osieczna, Święciechowa, Wijewo, Włoszakowice w powiecie leszczyńskim,

— powiat miejski Leszno,

— gmina Krzywiń, część gminy Śmigiel położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr S5 w powiecie kościańskim,

— powiat obornicki,

— część gminy Połajewo na położona na południe od drogi łączącej miejscowości Chraplewo, Tarnówko-Boruszyn, Krosin, Jakubowo, Połajewo - ul. Ryczywolska do północno-wschodniej granicy gminy w powiecie czarnkowsko-trzcianeckim,

— gmina Suchy Las, część gminy wiejskiej Murowana Goślina położona na północ od linii kolejowej biegnącej od północnej granicy miasta Murowana Goślina do północno-wschodniej granicy gminy oraz część gminy Rokietnica położona na północ i na wschód od linii kolejowej biegnącej od północnej granicy gminy w miejscowości Krzyszkowo do południowej granicy gminy w miejscowości Kiekrz w powiecie poznańskim,

— część gminy Duszniki położona na północny – zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 306 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Duszniki, a następnie na północ od linii wyznaczonej przez ul. Niewierską oraz drogę biegnącą przez miejscowość Niewierz do zachodniej granicy gminy, część gminy Szamotuły położona na wschód od wschodniej granicy miasta Szamotuły i na północ od linii kolejowej biegnącej od południowej granicy miasta Szamotuły do południowo-wschodniej granicy gminy oraz część gminy Obrzycko położona na wschód od drogi nr 185 łączącej miejscowości Gaj Mały, Słopanowo i Obrzycko do północnej granicy miasta Obrzycko, a następnie na wschód od drogi przebiegającej przez miejscowość Chraplewo w powiecie szamotulskim,

— gmina Malanów, część gminy Tuliszków położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 72 biegnącej od wschodniej granicy gminy do miasta Turek, a następnie na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 443 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 72 w mieście Turek do zachodniej granicy gminy w powiecie tureckim,

— część gminy Rychwał położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 25 biegnącą od południowej granicy gminy do miejscowości Rychwał, a następnie na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 443 biegnącą od skrzyżowania z drogę nr 25 w miejscowości Rychwał do wschodniej granicy gminy w powiecie konińskim,

— gmina Mycielin, część gminy Stawiszyn położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 25 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Zbiersk, a następnie na wschód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Zbiersk – Łyczyn – Petryki biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 25 do południowej granicy gminy, część gminy Ceków - Kolonia położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Młynisko – Morawin - Janków w powiecie kaliskim,

▼**M21**

— gminy Gostyń i Pępowo w powiecie gostyńskim,

— gminy Kobylin, Zduny, część gminy Krotoszyn położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogi: nr 15 biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 36, nr 36 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 15 do skrzyżowana z drogą nr 444, nr 444 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 36 do południowej granicy gminy w powiecie krotoszyńskim,

w województwie łódzkim:

— gminy Białaczów, Drzewica, Opoczno i Poświętne w powiecie opoczyńskim,

— gminy Biała Rawska, Regnów i Sadkowice w powiecie rawskim,

— gmina Kowiesy w powiecie skierniewickim,

w województwie zachodniopomorskim:

— gmina Boleszkowice i część gminy Dębno położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 126 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 23 w miejscowości Dębno, następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 23 do skrzyżowania z ul. Jana Pawła II w miejscowości Cychry, następnie na południe od ul. Jana Pawła II do skrzyżowania z ul. Ogrodową i dalej na południe od linii wyznaczonej przez ul. Ogrodową, której przedłużenie biegnie do wschodniej granicy gminy w powiecie myśliborskim,

— gminy Banie, Cedynia, Chojna, Gryfino, Mieszkowice, Moryń, Trzcińsko – Zdrój, Widuchowa w powiecie gryfińskim,

w województwie opolskim:

— gmina Lubsza część gminy Skarbimierz położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 39 w powiecie brzeskim,

— gminy Świerczów, Wilków, część gminy Namysłów położona na południe od linii wyznaczonej przez linię kolejową biegnącą od wschodniej do zachodniej granicy gminy w powiecie namysłowskim.

8. **Slovaquie**

Les zones réglementées II suivantes en Slovaquie:

— the whole district of Gelnica,

— the whole district of Poprad

— the whole district of Spišská Nová Ves,

— the whole district of Levoča,

— the whole district of Kežmarok

— in the whole district of Michalovce except municipalities included in zone III,

— the whole district of Košice-okolie,

— the whole district of Rožnava,

— the whole city of Košice,

— the whole district of Sobrance,

— the whole district of Vranov nad Topľou,

— the whole district of Humenné except municipalities included in zone III,

— the whole district of Snina,

— the whole district of Prešov,

— the whole district of Sabinov,

— the whole district of Svidník,

— the whole district of Medzilaborce,

▼**M21**

— the whole district of Stropkov

— the whole district of Bardejov,

— the whole district of Stará Ľubovňa,

— the whole district of Revúca,

— the whole district of Rimavská Sobota except municipalities included in zone III,

— in the district of Veľký Krtíš, the whole municipalities not included in part I,

— the whole district of Lučenec,

— the whole district of Poltár

— the whole district of Zvolen,

— the whole district of Detva,

— in the district of Krupina the whole municipalities of Senohrad, Horné Mladonice, Dolné Mladonice, Čekovce, Lackov, Zemiansky Vrbovok, Kozí Vrbovok, Čabradský Vrbovok, Cerovo, Trpín, Litava,

— In the district of Banska Bystica, the whole municipalites of Kremnička, Malachov, Badín, Vlkanová, Hronsek, Horná Mičiná, Dolná Mičiná, Môlča Oravce, Čačín, Čerín, Bečov, Sebedín, Dúbravica, Hrochoť, Poniky, Strelníky, Povrazník, Ľubietová, Brusno, Banská Bystrica,

— the whole district of Brezno,

— in the district of Liptovsky Mikuláš, the municipalities of Važec, Malužiná, Kráľova lehota, Liptovská Porúbka, Nižná Boca, Vyšná Boca a Východná – a part of municipality south of the highway D1.

PART III

1. **Bulgarie**

Les zones réglementées III suivantes en Bulgarie:

— the whole region of Gabrovo,

— the whole region of Lovech,

— the whole region of Montana,

— the Pazardzhik region:

  — the whole municipality of Pazardzhik,

  — the whole municipality of Panagyurishte,

  — the whole municipality of Lesichevo,

  — the whole municipality of Septemvri,

  — the whole municipality of Strelcha,

— the Pleven region:

  — the whole municipality of Belene,

  — the whole municipality of Gulyantzi,

  — the whole municipality of Dolna Mitropolia,

  — the whole municipality of Dolni Dabnik,

  — the whole municipality of Iskar,

  — the whole municipality of Knezha,

  — the whole municipality of Nikopol,

▼**M21**

— the whole municipality of Pordim,

— the whole municipality of Cherven bryag,

— the Plovdiv region

— the whole municipality of Hisar,

— the whole municipality of Suedinenie,

— the whole municipality of Maritsa

— the whole municipality of Rodopi,

— the whole municipality of Plovdiv,

— the Ruse region:

— the whole municipality of Dve mogili,

— the Shumen region:

— the whole municipality of Veliki Preslav,

— the whole municipality of Venetz,

— the whole municipality of Varbitza,

— the whole municipality of Kaolinovo,

— the whole municipality of Novi pazar,

— the whole municipality of Smyadovo,

— the whole municipality of Hitrino,

— the Silistra region:

— the whole municipality of Alfatar,

— the whole municipality of Glavinitsa,

— the whole municipality of Dulovo

— the whole municipality of Kaynardzha,

— the whole municipality of Tutrakan,

— the Sliven region:

— the whole municipality of Kotel,

— the whole municipality of Nova Zagora,

— the whole municipality of Tvarditza,

— the Targovishte region:

— the whole municipality of Antonovo,

— the whole municipality of Omurtag,

— the whole municipality of Opaka,

— the Vidin region,

— the whole municipality of Belogradchik,

— the whole municipality of Boynitza,

— the whole municipality of Bregovo,

— the whole municipality of Gramada,

— the whole municipality of Dimovo,

— the whole municipality of Kula,

— the whole municipality of Makresh,

— the whole municipality of Novo selo,

▼M21

— the whole municipality of Ruzhintzi,

— the whole municipality of Chuprene,

— the Veliko Tarnovo region:

— the whole municipality of Veliko Tarnovo,

— the whole municipality of Gorna Oryahovitza,

— the whole municipality of Elena,

— the whole municipality of Zlataritza,

— the whole municipality of Lyaskovetz,

— the whole municipality of Pavlikeni,

— the whole municipality of Polski Trambesh,

— the whole municipality of Strazhitza,

— the whole municipality of Suhindol,

— the whole region of Vratza,

— in Varna region:

— the whole municipality of Avren,

— the whole municipality of Beloslav,

— the whole municipality of Byala,

— the whole municipality of Dolni Chiflik,

— the whole municipality of Devnya,

— the whole municipality of Dalgopol,

— the whole municipality of Provadia,

— the whole municipality of Suvorovo,

— the whole municipality of Varna,

— the whole municipality of Vetrino,

— in Burgas region:

— the whole municipality of Burgas,

— the whole municipality of Kameno,

— the whole municipality of Malko Tarnovo,

— the whole municipality of Primorsko,

— the whole municipality of Sozopol,

— the whole municipality of Sredets,

— the whole municipality of Tsarevo,

— the whole municipality of Sungurlare,

— the whole municipality of Ruen,

— the whole municipality of Aytos.

2. **Italie**

Les zones réglementées III suivantes en Italie:

— tutto il territorio della Sardegna.

3. **Pologne**

Les zones réglementées III suivantes en Pologne:

w województwie warmińsko-mazurskim:

— powiat działdowski,

▼**M21**

— część powiatu iławskiego niewymieniona w części II załącznika I,

— powiat nowomiejski,

— gminy Dąbrówno, Grunwald i Ostróda z miastem Ostróda w powiecie ostródzkim,

— gminy Barczewo, Purda, część gminy Biskupiec położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr w powiecie olsztyńskim,

— gminy Dźwierzuty, Pasym w powiecie szczycieńskim,

w województwie lubelskim:

— gminy Radecznica, Sułów, Szczebrzeszyn, Zwierzyniec w powiecie zamojskim,

— gminy Biłgoraj z miastem Biłgoraj, Goraj, Frampol, Tereszpol i Turobin w powiecie biłgorajskim,

— gminy Horodło, Hrubieszów z miastem Hrubieszów w powiecie hrubieszowskim,

— gminy Dzwola, Chrzanów i Potok Wielki w powiecie janowskim,

— gminy Gościeradów i Trzydnik Duży w powiecie kraśnickim,

w województwie podkarpackim:

— powiat mielecki,

— gminy Radomyśl nad Sanem i Zaklików w powiecie stalowowolskim,

— część gminy Ostrów położona na północ od drogi linii wyznaczonej przez drogę nr A4 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 986, a następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 986 biegnącą od tego skrzyżowania do miejscowości Osieka i dalej na zachód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Osieka_-Blizna w powiecie ropczycko – sędziszowskim,

— gminy Czarna, Pilzno, Żyraków i część gminy wiejskiej Dębica położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr A4 w powiecie dębickim,

— gmina Wielkie Oczy w powiecie lubaczowskim,

— gminy Laszki, Radymno z miastem Radymno, w powiecie jarosławskim,

w województwie lubuskim:

— gminy Górzyca, Ośno Lubuskie, Rzepin, Słubice w powiecie słubickim,

— gminy Brzeźnica, Iłowa, Małomice, Niegosławice, Szprotawa, Żagań z miastem Żagań w powiecie żagańskim,

— powiat sulęciński,

— powiat międzyrzecki,

— gminy Bytom Odrzański, Nowe Miasteczko, Siedlisko w powiecie nowosolskim,

— powiat wschowski,

— powiat świebodziński,

w województwie wielkopolskim:

— gminy Krzemieniewo, Rydzyna w powiecie leszczyńskim,

— gminy Krobia i Poniec w powiecie gostyńskim,

— powiat rawicki,

— powiat nowotomyski,

— powiat międzychodzki,

▼M21

— gmina Pniewy, część gminy Ostroróg położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 186 i 184 biegnące od granicy gminy do miejscowości Ostroróg, a następnie od miejscowości Ostroróg przez miejscowości Piaskowo – Rudki do południowej granicy gminy, część gminy Wronki położona na południe od linii wyznaczonej przez rzekę Wartę biegnącą od zachodniej granicy gminy do przecięcia z droga nr 182, a następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogi nr 182 oraz 184 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 182 do południowej granicy gminy, część gminy Szamotuły położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 306 i drogę łączącą miejscowości Lipnica - Ostroróg w powiecie szamotulskim,

w województwie dolnośląskim:

— powiat górowski,

— gminy Prusice i Żmigród w powiecie trzebnickim,

— powiat głogowski,

— powiat bolesławiecki,

— gminy Chocianów, Gaworzyce, Radwanice i Przemków w powiecie polkowickim,

— gmina Chojnów i miasto Chojnów w powiecie legnickim,

— gmina Zagrodno w powiecie złotoryjskim,

— część gminy Wołów położona na północ od linii wyznaczonej prze drogę nr 339 biegnącą od wschodniej granicy gminy do miejscowości Pełczyn, a następnie na północny - wschód od linii wyznaczonej przez drogę biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 339 i łączącą miejscowości Pełczyn – Smogorzówek, część gminy Wińsko położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 36 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Wińsko, a nastęnie na wschód od linii wyznaczonej przez drogę biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 36 w miejscowości Wińsko i łączącą miejscowości Wińsko_- Smogorzów Wielki – Smogorzówek w powiecie wołowskim,

— część gminy Milicz położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 15 biegnącej od północnej granicy gminy do południowej granicy gminy w miejcowości Lasowice w powiecie milickim,

w województwie świętokrzyskim:

— gminy Gnojno, Pacanów, Stopnica, Tuczępy, część gminy Busko Zdrój położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Siedlawy-Szaniec- Podgaje-Kołaczkowice w powiecie buskim,

— gminy Łubnice, Oleśnica, Połaniec, część gminy Rytwiany położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 764, część gminy Szydłów położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 756 w powiecie staszowskim,

— gminy Chęciny, Chmielnik, Daleszyce, Górno, Masłów, Miedziana Góra, Mniów, Morawica, Łopuszno, Piekoszów, Pierzchnica, Sitkówka-Nowiny, Strawczyn, Zagnańsk, część gminy Raków położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogi nr 756 i 764 w powiecie kieleckim,

— powiat miejski Kielce,

— gminy Kluczewsko, Krasocin, Włoszczowa w powiecie włoszczowskim,

— gmina Kije w powiecie pińczowskim,

— gminy Małogoszcz, Oksa, Sobków w powiecie jędrzejowskim,

— gmina Słupia Konecka w powiecie koneckim,

w województwie małopolskim:

— gminy Dąbrowa Tarnowska, Radgoszcz, Szczucin w powiecie dąbrowskim,

▼**M21**

— gminy Lisia Góra, Pleśna, Ryglice, Skrzyszów, Tarnów, Tuchów w powiecie tarnowskim,

— powiat miejski Tarnów.

4. **Roumanie**

Les zones réglementées III suivantes en Roumanie:

— Zona orașului București,

— Județul Constanţa,

— Județul Satu Mare,

— Județul Tulcea,

— Județul Bacău,

— Județul Bihor,

— Județul Bistriţa Năsăud,

— Județul Brăila,

— Județul Buzău,

— Județul Călărași,

— Județul Dâmboviţa,

— Județul Galaţi,

— Județul Giurgiu,

— Județul Ialomiţa,

— Județul Ilfov,

— Județul Prahova,

— Județul Sălaj,

— Județul Suceava

— Județul Vaslui,

— Județul Vrancea,

— Județul Teleorman,

— Județul Mehedinţi,

— Județul Gorj,

— Județul Argeș,

— Județul Olt,

— Județul Dolj,

— Județul Arad,

— Județul Timiș,

— Județul Covasna,

— Județul Brașov,

— Județul Botoșani,

— Județul Vâlcea,

— Județul Iași,

— Județul Hunedoara,

— Județul Alba,

— Județul Sibiu,

— Județul Caraș-Severin,

▼**M21**

— Judeţul Neamţ,

— Judeţul Harghita,

— Judeţul Mureș,

— Judeţul Cluj,

— Judeţul Maramureş.

5. **Slovaquie**

Les zones réglementées III suivantes en Slovaquie:

— In the district of Lučenec: Lučenec a jeho časti, Panické Dravce, Mikušovce, Pinciná, Holiša, Vidiná, Boľkovce, Trebeľovce, Halič, Stará Halič, Tomášovce, Trenč, Veľká nad Ipľom, Buzitka (without settlement Dóra), Prša, Nitra nad Ipľom, Mašková, Lehôtka, Kalonda, Jelšovec, Ľuboreč, Fiľakovské Kováče, Lipovany, Mučín, Rapovce, Lupoč, Gregorova Vieska, Praha,

— In the district of Poltár: Kalinovo, Veľká Ves,

— The whole district of Trebišov',

— The whole district of Vranov and Topľou,

— In the district of Humenné: Lieskovec, Myslina, Humenné, Jasenov, Brekov, Závadka, Topoľovka, Hudcovce, Ptičie, Chlmec, Porúbka, Brestov, Gruzovce, Ohradzany, Slovenská Volová, Karná, Lackovce, Kochanovce, Hažín nad Cirochou,

— In the district of Michalovce: Strážske, Staré, Oreské, Zbudza, Voľa, Nacina Ves, Pusté Čemerné, Lesné, Rakovec nad Ondavou, Petríkovce, Oborín, Veľké Raškovce, Beša,

— In the district of Nové Zámky: Sikenička, Pavlová, Bíňa, Kamenín, Kamenný Most, Malá nad Hronom, Belá, Ľubá, Šarkan, Gbelce, Nová Vieska, Bruty, Svodín,

— In the district of Levice: Veľké Ludince, Farná, Kuraľany, Keť, Pohronský Ruskov, Čata,

— In the district of Rimavská Sobota: Jesenské, Gortva, Hodejov, Hodejovec, Širkovce, Šimonovce, Drňa, Hostice, Gemerské Dechtáre, Jestice, Dubovec, Rimavské Janovce, Rimavská Sobota, Belín, Pavlovce, Sútor, Bottovo, Dúžava, Mojín, Konrádovce, Čierny Potok, Blhovce, Gemerček, Hajnáčka.

▼B

ANNEXE II

MESURES DE BIOSÉCURITÉ RENFORCÉES POUR LES ÉTABLISSEMENTS DE PORCINS DÉTENUS SITUÉS DANS LES ZONES RÉGLEMENTÉES I, II ET III

[visées à l'article 16, paragraphe 1, point b) i)]

1. Les mesures de biosécurité renforcées suivantes, visées à l'article 16, paragraphe 1, point b) i), s'appliquent aux établissements de porcins détenus, situés dans les zones réglementées I, II et III des États membres concernés dans le cas des mouvements d'envois autorisés suivants:

   a) porcins détenus dans des zones réglementées I, II et III, déplacés en dehors de ces zones, comme prévu aux articles 22, 23, 24, 25, 28 et 29;

   b) produits germinaux issus de porcins détenus dans une zone réglementée II, déplacés en dehors de cette zone, comme prévu aux articles 31 et 32;

   c) sous-produits animaux issus de porcins détenus dans une zone réglementée II, déplacés en dehors de cette zone, comme prévu aux articles 35 et 37;

   d) viandes fraîches et produits à base de viande, y compris les boyaux, issus de porcins détenus dans des zones réglementées II et III, déplacés en dehors de ces zones, comme prévu aux articles 38, 39 et 40.

2. Les opérateurs d'établissements de porcins détenus situés dans les zones réglementées I, II et III des États membres concernés, dans le cas de mouvements autorisés en dehors de ces zones, veillent à ce que les mesures de biosécurité renforcées suivantes soient appliquées dans les établissements de porcins détenus:

   a) absence de contact direct ou indirect entre les porcins détenus et au moins:

      i) d'autres porcins détenus provenant d'autres établissements;

      ii) des porcins sauvages;

   b) mesures d'hygiène appropriées, telles que le changement de vêtements et de chaussures à l'entrée et à la sortie des locaux où des porcins sont détenus;

   c) lavage et désinfection des mains; désinfection des chaussures à l'entrée des locaux où des porcins sont détenus;

   d) absence de tout contact avec des porcins détenus pendant une période d'au moins 48 heures après toute activité de chasse liée à des porcins sauvages ou de tout autre contact avec des porcins sauvages;

   e) interdiction aux personnes ou moyens de transport non autorisés d'entrer dans l'établissement, y compris dans les locaux où des porcins sont détenus;

   f) enregistrement adéquat des personnes et des moyens de transport qui accèdent à l'établissement où des porcins sont détenus;

▼B

g) les locaux et bâtiments de l'établissement où des porcins sont détenus doivent:

i) être construits de telle sorte qu'aucun autre animal ne puisse pénétrer dans les locaux et les bâtiments ou avoir des contacts avec les porcins détenus ou leur nourriture et leur litière;

ii) permettre le lavage et la désinfection des mains;

iii) permettre le nettoyage et la désinfection des locaux;

iv) disposer de locaux appropriés pour changer de chaussures et de vêtements à l'entrée des locaux où sont détenus des porcins;

h) clôtures étanches au moins pour les locaux où les porcins sont détenus et les bâtiments où ils sont nourris et ont leur litière;

i) mise en place d'un plan de biosécurité approuvé par l'autorité compétente de l'État membre concerné tenant compte du profil de l'établissement et de la législation nationale; ce plan de biosécurité comprend au moins:

i) l'établissement de zones «propres» et «sales» pour le personnel, en fonction du type d'exploitation (vestiaires, douche, salle à manger, etc.);

ii) la mise en place et le réexamen, le cas échéant, des modalités logistiques pour l'entrée de nouveaux porcins détenus dans l'établissement;

iii) les procédures de nettoyage et de désinfection des installations, des moyens de transport, des équipements et les procédure d'hygiène du personnel;

iv) les règles relatives à l'alimentation du personnel présent sur place et l'interdiction pour le personnel de détenir des porcins, le cas échéant;

v) un programme de sensibilisation régulier spécifique pour le personnel de l'établissement;

vi) la mise en place et le réexamen, le cas échéant, de modalités logistiques afin de garantir une séparation adéquate entre différentes unités épidémiologiques et d'éviter que des porcins soient en contact, direct ou indirect, avec des sous-produits animaux et d'autres unités;

vii) les procédures et instructions pour le respect des exigences en matière de biosécurité pendant la construction ou la réparation des locaux ou bâtiments;

viii) un audit interne ou une autoévaluation pour veiller au respect des mesures de biosécurité.